



REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Aucun licenciement ! Expropriation !



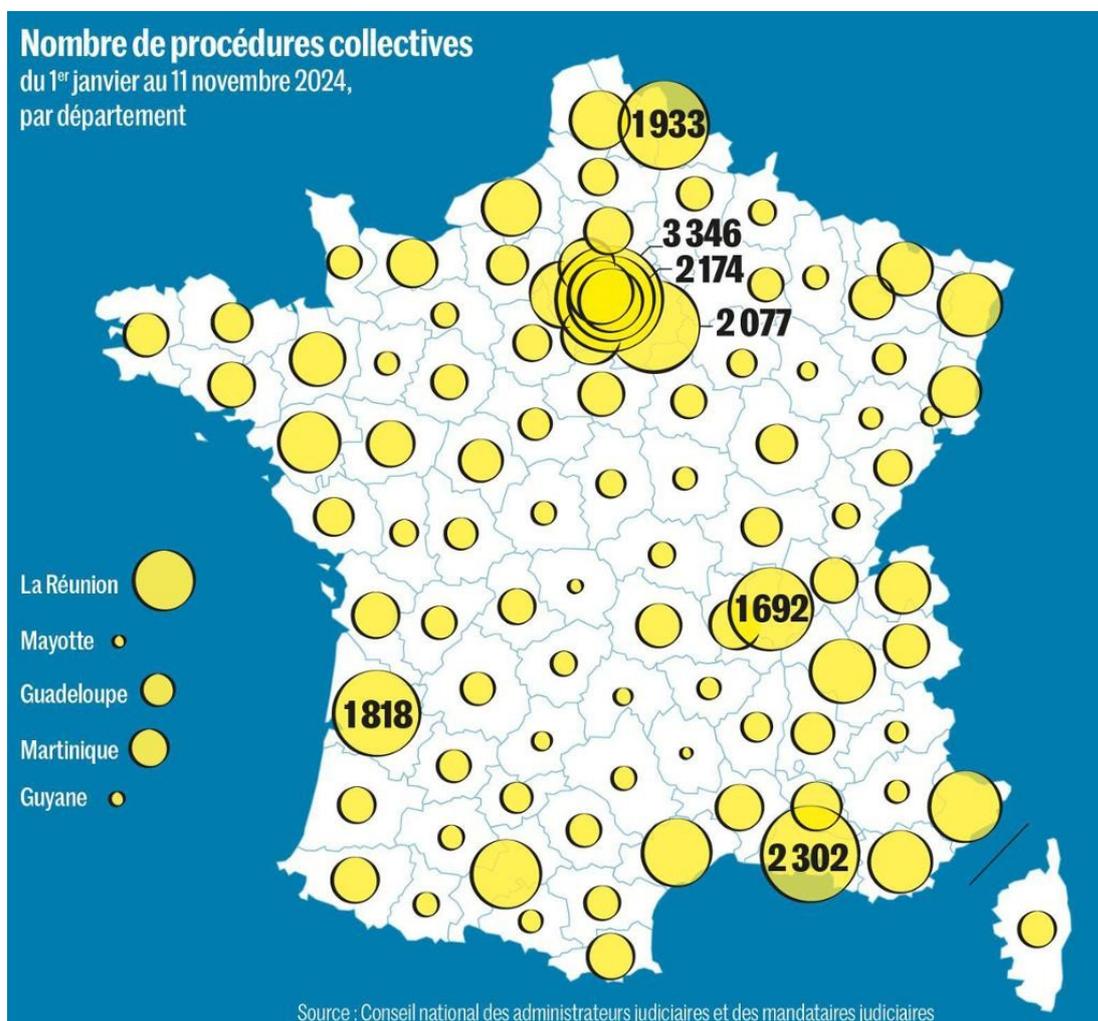
- Le « dialogue social » contre les chômeurs p. 6
- Révolte en Martinique contre la vie chère p. 9
- Le projet de budget contre l'enseignement public p. 12
- Face à la misère étudiante p. 13
- La 3^e guerre d'Israël contre le Liban p. 14
- Palestine, pour une conférence internationale de jeunes p. 16
- Cessez le feu sans condition à Gaza ! p. 17
- États-Unis : après la victoire de Trump p. 18
- Argentine : les universités publiques étranglées p. 22
- Espagne : les inondations dans la Valence p. 23
- 1949, la prise du pouvoir par le Parti communiste chinois p. 24
- ABC du marxisme : le chômage p. 28



2273-8762



Front unique ouvrier pour interdire les licenciements ! Expropriation de Mulliez-Auchan, de Michelin... !



*Le capital a tendance autant à accroître la population qui travaille qu'à transformer constamment une partie de celle-ci en population superflue. (Karl Marx, *Manuscrits*, 1857-1858, t. 1, p. 338)*

La loi du profit passe par le droit de licencier

Lors du 2^e trimestre, 6,317 millions de contrats de travail ont été conclus dans le secteur privé et dans la même période 6,343 se sont achevés (DARES, 17 octobre). Depuis, le 5 novembre, Michelin, 2^e groupe mondial de pneumatiques annonce 1 254 suppressions d'emplois et la fermeture des usines de Cholet et Vannes. Le même jour, Auchan, 5^e groupe français de la grande distribution, annonce 2 389 suppressions d'emplois, la cession de plusieurs supermarchés et la fermeture de plusieurs rayons dans les autres.

Le droit « européen » et le droit français encadrent les licenciements collectifs. En France, depuis un an, près de 200 ont été annoncés (150 000 suppressions de postes au total), notamment chez Forvia (ex-Faurecia,

10 000 en Europe), Milee (10 000), Casino (3 000), Valeo (1 500), Sanofi (330), Stellantis (250), Vencorex (500), MaFrance (480), General Electric (360). Si le ralentissement de la croissance mondiale en cours devient une véritable récession, le pire est à attendre.

En cas de surproduction de marchandises ou d'une productivité trop faible, les patrons ne s'embarrassent pas. Les sites les moins rentables sont fermés ou déplacés (au sein du même État ou dans un autre). S'ils ne le font pas, l'entreprise risque de disparaître face à la concurrence.

Soit les conditions de travail et les salaires sont dégradés pour améliorer la rentabilité, soit les travailleurs sont collectivement licenciés. C'est déjà le cas du commerce de détail et de l'industrie automobile, sur fond de ralentissement de la croissance économique mondiale.

Le taux de chômage officiel est actuellement à 7,3% de la population active. Il risque d'augmenter.

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente de 0,2 % sur ce trimestre et de 0,9 % sur un an. (DARES, Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 3^e trimestre 2024, 25 octobre)

Le chômage, en tant qu'armée économique de réserve, permet à l'ensemble des capitalistes d'exercer une pression sur les salaires et sur les conditions de travail.

Moratoire provisoire ou interdiction des licenciements collectifs ?

Malgré ces attaques, aucune riposte globale pour interdire les fermetures n'est organisée par les directions syndicales ni par les partis prétendant défendre les travailleurs. Les partis « réformistes » (LFI, PS, PCF) font croire qu'un parlement où ils sont ultra minoritaires pourrait améliorer la situation des travailleurs. Les appareils syndicaux continuent à siéger dans les conseils d'administration ou les conseils de surveillance des groupes capitalistes.

Il n'est pas étonnant que la direction de la CGT se contenterait d'un « moratoire sur les licenciements », c'est-à-dire d'attendre un peu.

Nous demandons du temps supplémentaire aux entreprises en difficulté pour que les équipes syndicales, les pouvoirs publics, puissent travailler des projets pour maintenir l'activité sur le territoire. (Sophie Binet, France info, 12 novembre)

Elle se conforme à l'avis du premier ministre du gouvernement LR-EPR.

Nous saurons nous montrer solidaires, en exigeant du groupe Michelin comme du groupe Auchan de travailler avec le tissu local, les élus locaux, les syndicats, le patronat local, les chambres de commerce et d'industrie, et de déployer tous les outils à disposition pour accompagner individuellement chaque salarié et les territoires concernés dans les différentes reconversions possibles. (Michel Barner, 5 novembre)

Collaboration de classe chez Auchan-Mulliez

Comme Michelin, le GIE Mulliez (qui détient Auchan, Décathlon, Leroy-Merlin, Norauto, Boulanger, Kiabi...) a reçu des centaines de millions d'aides de l'État. Cela l'a aidé à racheter 60 magasins Casino qui a conclu un plan de 3 000 suppressions de postes de travail en 2023. Mais les profits d'Auchan ne seront garantis qu'avec un nouveau plan social en 2025 (après ceux de 2019 et 2022). Le 5 novembre, les directions syndicales font mine de découvrir le danger.

Il va falloir que l'entreprise fasse des efforts très importants pour accompagner ses salariés. (Gilles Martin, CFDT, 5 novembre)

La CGT Auchan (5^e syndicat de l'entreprise, 13 %) appelle le 7 novembre à la grève illimitée mais elle n'est pas suivie. Les quatre premiers syndicats du groupe (CFTC, CFDT, FO, CGE-CGC) ne bougent pas. La CFTC (33,6 %) « veut s'assurer de l'engagement de l'entreprise dans le reclassement de tous » (cftc-auchan.fr, 5 novembre) et la CFDT (21,6 %) demande « qu'une passerelle soit créée entre Auchan et les 150 entreprises de Mulliez afin de reclasser tous les salariés » (15 novembre). Dans ces conditions, le patron discute avec les responsables syndicaux son « plan de sauvegarde de l'emploi » le 28 novembre.

Collaboration de classe chez Michelin

En 2019, le groupe Michelin ferme l'usine de pneus poids lourds de La Roche sur Yon après de nombreuses concertations avec les représentants syndicaux. Dès 2021, le conseil d'administration de Michelin prévoit un « plan de simplification et de compétitivité » et demande un « accord-cadre de trois ans » pour arriver à 2 300 suppressions de postes en France. Un responsable de la CGT prétend qu'« il y aura des négociations, mais c'est comme un plan de sauve-

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 15 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP

AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol,
français, turc : revolucionpermanente.com

Site de l'EKIB/Turquie : patronsuzdunya.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupermarxiste.info

Site de l'IKC/État espagnol : lkirklo.org

Site d'OR/Argentine : octubrerojoorg.wordpress.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes
le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.
Honoré avait dessiné pour la CGT, Wolinski pour la LC et le PCF,
Charb pour la CGT, le PCF et le NPA.

garde de l'emploi, sans licenciements » (Le Monde, 6 janvier 2021).

Le 26 juin dernier, une intersyndicale CGT-FO-CGC-SUD admet que les concertations « n'ont pas permis d'éclairer les élus quant à la continuité d'exploitation des usines de Cholet, Joué-lès-Tours, Vannes » (cgtmichelin.fr, 3 juillet). Les directions syndicales n'engagent aucune mobilisation à l'échelle du groupe.

L'intersyndicale avait demandé la tenue d'une réunion d'urgence avec les directions industrielles des sites concernés afin d'échanger sur les conclusions du rapport d'expertise, les pistes évoquées par l'expert et les scénarios envisagés par l'entreprise. (Intersyndicale CGT-FO-CGC-SUD, 16 octobre)

Le 3 novembre sur France 3, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, annonce en avant-première la fermeture des usines à Vannes et Cholet. Il se plaint de « délocalisations d'usines dans l'Union européenne » en tentant, comme le RN, de dévier la responsabilité du capitalisme français vers les travailleurs étrangers. Mais l'ennemi des travailleurs de Michelin, ce ne sont pas les travailleurs de Bridgestone, Continental, Goodyear ou Pirelli. Celui qui les exploite ou les licencie, c'est le groupe Michelin.

Le 7 novembre, les salariés des sites ciblés se mobilisent et certains se mettent en grève. Le 8, le ministre de l'industrie, Marc Ferracci est pris à partie par les grévistes à Cholet. Le même jour, à l'usine de Vannes, la secrétaire générale de la CGT défend « un moratoire sur les licenciements ». Aux côtés de Lucie Castets (la haute fonctionnaire proposée comme première ministre à Macron par le Nouveau Front populaire), d'Aurélie Trouvé (LFI) et de Clémentine Autain (EELV), Sophie Binet défend, non l'ensemble des travailleurs exploités par Michelin, mais « la France » et la « préférence nationale ».

Nos fleurons comme Michelin n'en ont plus rien à faire de la France. Michelin, sur 150 000 emplois,

n'en a plus que 15 000 en France. (Sophie Binet, 8 novembre)

Pour toute perspective, il s'agit de « multiplier les luttes » et « pour les salariés concernés par les plans de licenciements » de « converger » dans une journée d'action prévue le 12 décembre. Les plans de licenciements ne concerneraient pas les autres travailleurs de Michelin, d'Auchan, etc. Tout sauf une grève générale des groupes capitalistes !

Les partis réformistes ne remettent pas en question les subventions aux grandes entreprises, du moment qu'elles soient françaises comme Michelin.

Le déclin de notre industrie manufacturière se poursuit... Michelin annonce aujourd'hui la fermeture de deux usines... Le PCF ne laissera pas faire cette saignée et appelle à un moratoire sur les plans de licenciement ! Garantir les activités et les productions existantes est nécessaire pour disposer de points d'appui à une nouvelle industrialisation. (Fabien Roussel, 5 novembre)

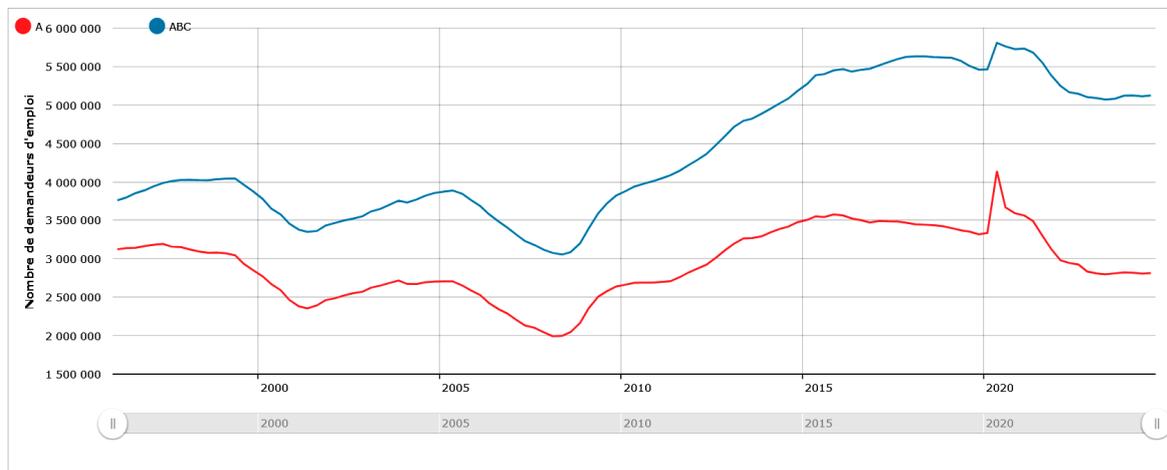
Le Premier ministre Michel Barnier lui-même a indiqué vouloir savoir ce que le groupe Michelin a fait de l'argent public qu'on leur a donné. En conséquence les députés du groupe la France insoumise - NFP déposent ce jeudi 7 novembre une proposition de résolution visant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics par l'entreprise Michelin. (Députés LFI, 8 novembre)

Pas question d'exproprier !

Collaboration de classe partout

Tous les bureaucrates donnent des conseils aux managers des groupes capitalistes ou à l'État bourgeois, acceptent de fait les licenciements collectifs en discutant site par site des soi-disant plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Malgré des luttes parfois acharnées de milliers d'ouvriers, le refus par les dirigeants syndicaux de la grève générale de tout le groupe a conduit aux

Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail, Catégorie A, ABC - France métropolitaine
Du 1^{er} trimestre 1996 au 3^e trimestre 2024



licenciements collectifs et aux fermetures des usines Continental de Clairoux (2009), PSA-Stellantis d'Aulnay-sous-Bois (2012), Goodyear d'Amiens (2015), Bridgestone de Béthune (2020), etc.

Fin septembre, l'usine du groupe chimique Vencorex est mise en « liquidation judiciaire ». Là aussi, les délégués syndicaux s'associent à la recherche de « repreneurs ». Les 460 salariés menacés font grève depuis le 24 octobre. Alors que le secteur (avec l'entreprise publique Arkema) est concerné par des menaces en cascade, les directions syndicales n'étendent pas la grève à toute la branche, très interdépendante. L'isolement des grévistes est la règle.

Nous voulons négocier un plan social digne de ce nom. (Séverine Dejoux, CGT, 27 octobre)

La secrétaire générale de la CGT poursuit sa tournée des sites menacés de fermeture par le grand capital. À Vencorex, la concurrence étrangère sert à dédouaner la cupidité des capitalistes français.

L'entreprise allait très bien jusqu'en 2022 et une politique de concurrence déloyale d'entreprises chinoises. On voit là le résultat de la grande naïveté des dirigeants français et européens qui laissent rentrer le loup dans la bergerie et qui n'ont aucune stratégie industrielle. (Sophie Binet, 7 novembre)

La direction de la CGT est prête à conseiller l'UE et son État bourgeois français pour qu'ils aient une « stratégie industrielle » qui ferait, bien sûr, le bonheur du prolétariat français.

Les formulations des directions CGT et CFDT, de SUD et de FO, de la CFTC et de l'UNSA diffèrent mais leur point commun reste de collaborer avec les patrons français et de prolonger la propriété privée des moyens de production.

M^{me} Binet souhaite, en outre, « qu'une entreprise ne puisse pas toucher d'aides de l'État si l'avis des représentants du personnel est défavorable ». Un point sur lequel M^{me} Léon, son homologue de la CFDT, est d'accord. (Le Monde, 12 novembre)

Voilà le véritable contenu du « moratoire des licenciements » : illusions semées dans le gouvernement du capital, isolement des usines ou supermarchés menacés, négociation des PSE. Face aux licenciements, le rôle du syndicat n'est pas de travailler avec les patrons et l'État pour trouver « d'autres projets », mais d'organiser la mobilisation à l'échelle du groupe pour empêcher tout licenciement !

Exproprier les capitalistes !

La solidarité doit être effective entre les salariés ciblés et ceux pour qui le tour viendra plus tard. Contre la fermeture d'un service, dressons la lutte de tous les travailleurs du site ! Face à l'annonce de la suppression



13 NOVEMBRE, SIÈGE DE MICHELIN, CLERMONT / PHOTO JULIEN BOSCO

d'un site ou d'une attaque contre une catégorie, dressons la lutte de tous les travailleurs de l'entreprise ! Contre la baisse des salaires et la menace de délocalisation, dressons la lutte des travailleurs de tout le groupe !

Imposons des assemblées générales pour organiser la riposte de tous les travailleurs et travailleuses. Organisons-nous pour interdire les licenciements et exproprier les licenciés ! Des comités de lutte s'appuyant sur les AG peuvent voir le jour dans toutes les entreprises et y intégrer les chômeurs et les chômeuses. En se centralisant nationalement, ils poseront la question du contrôle ouvrier sur les embauches, sur l'investissement et la production. La grève totale de l'entreprise ou de la branche, l'organisation en assemblées générales et en comités de grève élus et révocables pour interdire tout licenciement, déboucheront sur la mise en question du droit de la minorité exploiteuse et riche de décider du sort des travailleurs et de continuer à délabrer la planète.

Pas un licenciement ! Les syndicats, hors des conseils d'administration des groupes capitalistes ! Nationalisation sans indemnité ni rachat des groupes capitalistes français Auchan-Mulliez, Michelin et autres licenciés !

Baisse du temps de travail sans baisse de salaire ! Contrôle ouvrier sur l'effectif, la production et l'investissement ! Plan massif de construction de logements collectifs de qualité et bon marché ! Ouverture des classes et des services hospitaliers qui manquent ! Embauche des enseignants et des soignants nécessaires dans l'enseignement public et la santé publique !

Gouvernement ouvrier ! États-Unis socialistes d'Europe !

17 novembre 2024

Dialogue social contre les chômeurs et austérité budgétaire vont de pair

Si le gouvernement Barnier n'a pas les coudées franches au parlement, il peut se féliciter de la docilité des bureaucraties syndicales.

La méthode, qui est celle du premier ministre de laisser la place au dialogue social, porte ses fruits.
(Maud Bergeron, porte-parole du gouvernement, *FranceInfo*, 15 novembre)

Convoqués par le gouvernement, les confédérations syndicales et le patronat ont négocié à partir du 22 octobre.

Les « partenaires sociaux » font payer les chômeurs

Pour l'assurance chômage, l'impératif fixé par le ministre du travail (trouver à minima 400 millions d'euros d'économie annuelle) n'a pas empêché les directions syndicales de s'y rendre toutes, apportant ainsi leur caution à des mesures contre les chômeurs.

Le résultat est un accord du 15 novembre au-delà de l'exigence du gouvernement LR-Renaissance avec une diminution des indemnités chômage de 2,3 milliards d'euros sur 4 ans, soit 575 millions par an.

- Les chômeurs ayant travaillé dans des pays frontaliers aux salaires moyens supérieurs tels que l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg ou la Suisse verront leurs indemnités baisser. À titre d'exemple, cela réduira de 40 % les allocations des chômeurs ayant travaillé en Suisse. Cette limitation des indemnités des frontaliers devrait rapporter 260 millions d'euros.
- Comme pour acter définitivement la contre-réforme des retraites, les tranches d'âge des seniors donnant droit à une période d'indemnité plus longues seront rehaussées de 2 ans (le palier ouvrant droit à 22,5 mois d'indemnisation maximum passe ainsi de 53 à 55 ans, le palier permettant d'avoir jusqu'à 27 mois est, quant à lui, décalé de 55 à 57 ans).
- Le versement des allocations mensuelles sera basé sur 30 jours et non plus sur le nombre de jours réels, ce qui représente une perte de 5 jours d'indemnité par an (6 pour les années bissextiles).

- À partir de mai, la cotisation sociale des employeurs à l'assurance chômage sera réduite (4 % contre 4,05 % actuellement), soit 1,5 milliard d'euros de profits en plus sur 4 ans.

Les dirigeants syndicaux acceptent de discuter de la loi contre les retraites

L'Intersyndicale dit officiellement aux travailleurs qu'elle demande l'abrogation de la loi Macron de 2023. Mais, hors caméras, toutes ses composantes acceptent de l'appliquer ; en tout cas, aucune n'a boycotté la négociation du volet « emploi des seniors » de la loi.

- il sera plus facile de passer en temps partiel en fin de carrière ;
- un « contrat de valorisation de l'expérience » (CVE) autorise l'employeur à se débarrasser unilatéralement d'un salarié ayant atteint l'âge de départ à taux plein ;
- le CVE ne permettra pas au salarié de bénéficier d'un complément de l'assurance chômage pour compenser l'écart de salaire avec son emploi précédent.

Les appareils syndicaux sont récompensés

La ministre du travail et de l'emploi Astrid Panoșan-Bouvet salue la réussite de la négociation des partenaires sociaux et les points d'accord trouvés sur l'assurance chômage et l'emploi des seniors.
(Ministère du travail, *Communiqué de presse*, 15 novembre)

Toutes les directions confédérales ont participé au « dialogue social », même si certaines d'entre elles rechignent à signer un des deux accords ou les deux. Par contre, le troisième les a toutes comblées. Il prévoit d'étendre la « valorisation des parcours syndicaux » en supprimant la limite de 3 mandats de délégué du personnel ou du comité social et économique de l'établissement, de l'entreprise ou du groupe (CSE) pour les entreprises de plus de 50 salariés. Cela permet d'élargir les rangs des appareils syndicaux à ceux qui échappent à l'exploitation en cumulant des « heures » de délégué syndical et d'élu du personnel.

Les institutions politiques du capitalisme moderne ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes politiques correspondant aux privilèges et aux au-

**EMPLOI DES SÉNIORS :
2^E ROUND D'UNE NÉGOCIATION
QUE LA CGT VEUT PORTEUSE
DE NOUVEAUX DROITS
POUR LE MONDE DU TRAVAIL !**



mônes économiques. (Lénine, *L'Impérialisme et la scission du socialisme*, octobre 1916)

L'austérité, sauf pour la police et l'armée

Alors que le déficit public se chiffre à 6,1 % du PIB et que l'endettement passe à 112 %, la bourgeoisie française n'entend pas décrocher dans la compétition internationale. D'autant que les difficultés du capitalisme allemand, le ralentissement de la croissance chinoise et le renforcement annoncé du protectionnisme américain sous la présidence Trump risquent de réduire encore davantage les marges de manoeuvre du capitalisme français.

C'est dans ce contexte que les projets de budget de l'État (PLF 2025) et de la Sécu (PLFSS 2025) présentés par le gouvernement Barnier-Retailleau et actuellement en discussion au parlement comptent faire payer les difficultés de l'impérialisme français pour l'essentiel aux travailleurs, ceux qui ont un emploi, ceux qui sont au chômage, ceux qui sont retraités, ceux qui sont en formation.

Le ministre du budget Saint-Martin a annoncé que les quelques efforts demandés temporairement aux entreprises dans la version initiale du texte pourraient être réduits de moitié (2 milliards d'euros au lieu de 4 milliards). Le Medef était vent debout contre cette contribution exceptionnelle et réclamait au contraire une hausse de la TVA qui aurait de fait pénalisé surtout la classe ouvrière et particulièrement les moins qualifiés et les temps partiels qui consacrent tout leur revenu aux dépenses de consommation.

Le RN a voté contre la limitation des exonérations patronales à 3 fois le Smic (contre 3,5 aujourd'hui) par le PLF de Barnier ! Et quand la Sécu est déficitaire, il accuse les ouvriers et les employés étrangers qui, eux, cotisent !

Les partis réformistes amendent à l'Assemblée, mais « c'est pour de rire »

Le cirque parlementaire auquel s'est livré à l'Assemblée nationale le Nouveau front populaire ne change ni la teneur de l'attaque ni son calendrier. Les principaux partis bourgeois, qu'ils soient partie prenante de l'alliance gouvernementale (Renaissance, LR) ou non (RN), ont compris que le sort du PLF et du PLFSS ne se jouera pas par le jeu législatif mais par le recours au 49-3 ou par accord tacite avec le RN en commission mixte paritaire.

Question : À la fin, vous serez obligé de déclencher le 49-3. Michel Barnier : Probablement. Quand je vois ce qu'il s'est passé à l'Assemblée nationale, il me semble difficile de faire autrement au bout de la discussion. (Ouest-France, 15 novembre)

Et tandis que le PS, le PCF et LFI écrivent, parlent et gesticulent à l'Assemblée nationale, la mouture du budget est encore modelée à l'avantage du patronat et au détriment de la classe ouvrière.

La surenchère réactionnaire de LR

Une modification a été apportée par LR concernant la revalorisation des pensions de retraite. Le texte initial prévoyait de décaler la revalorisation de janvier à juillet en profitant du ralentissement de l'inflation sur cette même période pour diminuer le taux de la revalorisation. La proposition de Wauquiez, appelée par antiphrase « bouclier anti-inflation », est de fait encore plus pénalisante pour les 56 % de retraités touchant plus que le Smic.

Le Sénat à majorité LR a pris le relais. Sa commission des finances décide d'augmenter la taxe sur le gaz. LR, l'UDI et le MoDem menacent de sabrer à leur tour dans les dépenses sociales.

Ces départements dirigés par la droite et le centre ont annoncé, jeudi 14 novembre, leur intention de suspendre le versement du revenu de solidarité active (RSA) et d'arrêter de prendre en charge les nouveaux mineurs non accompagnés (MNA) si le gouvernement ne revient pas sur les ponctions budgétaires prévues en 2025. (Challenges, 14 novembre)

Peu importe la manière, les deux budgets 2025 conserveront la priorité à l'armée et à la police, seront peut-être allégés des efforts temporaires demandés aux plus riches et aux grandes entreprises et resteront antisociaux avec les suppressions de postes dans l'enseignement, l'administration des impôts et à France travail, les 3 « jours de carence » pour les travailleurs de la fonction publique et la baisse de leurs indemnités maladie, la perte de pouvoir d'achat des retraités, des chômeurs, des fonctionnaires, la hausse du reste à charge des consultations médicales pour tous.

Le sort de Barnier entre les mains de Le Pen

Barnier cherchera un consensus entre les différentes cliques de sa coalition mais c'est le RN qui est en mesure de siffler la fin de la partie. Or, lui qui est si friand de peine plancher et de sévérité pénale, n'a pas apprécié d'être jugé pour avoir détourné des fonds publics.

Dépenses allouées à la mission « défense » dans les lois de programmation militaire, en milliards d'euros (hors pensions)



Le gouvernement s'est mis en tête qu'on n'allait pas le censurer. Sauf qu'ils oublient un léger détail : nos électeurs... (Laurent Jacobelli, *Le Point*, 15 novembre)

En attendant, le gouvernement Renaissance-LR persécute les immigrés, les militants antisionistes. Le ministre de la fonction publique, Guillaume Kasbarian, entend s'en prendre encore davantage aux fonctionnaires en affichant le très réactionnaire milliardaire Musk comme exemple. La ministre de l'éducation poursuit les attaques d'Attal (groupes de niveau, pactes, brevet sélectif...).

Dans l'optique d'une chute du gouvernement, d'une démission de Macron et d'une élection présidentielle anticipée cet hiver ou d'élections législatives anticipées l'été prochain, tous les partis bourgeois (d'EELV au RN en passant par LR, Renaissance, Agir...) se préparent.

Pendant que les groupes capitalistes licencient à tour de bras, le RN veut baisser les impôts et les cotisations sociales des patrons, tout en attribuant la responsabilité du chômage aux « étrangers » (les travailleurs qui n'ont pas la nationalité française) et la responsabilité des déficits publics aux « assistés » (aux travailleurs chassés de l'emploi).

S'extraire de la collaboration de classe et du carcan des institutions bourgeoises

Du côté des directions syndicales, les grèves dans les groupes capitalistes qui licencient sont restreintes aux sites concernés. Jamais n'est avancé le mot d'ordre de grève générale du groupe et encore moins d'expropriation. Les chefs syndicaux décrètent aussi des « journées d'action » éclatées par secteur, dans l'enseignement le 19 novembre, dans le transport ferroviaire le 21, dans la fonction publique, le 5 décembre... Pourtant, les bureaucrates trouvent des adjoints à leur sabotage :

Une grève de la fonction publique est prévue le 5 décembre. Une journée de mobilisation aura lieu le 10 décembre dans l'enseignement supérieur et la recherche. Une grève débutera le 11 décembre à la SNCF contre son démantèlement. Entretemps, les agriculteurs devraient aussi être mobilisés... (NPA-R, 18 novembre)

Dans la SNCF, un premier appel à la grève est lancé pour le 22 novembre. Dans la fonction publique, une large intersyndicale appelle à une journée de grève le 5 décembre. Le mois de décembre nous offre la possibilité de faire converger les colères. (NPA-AC, 21 novembre)

Du côté des partis réformistes, Mélenchon, Faure et Roussel font croire que le parlement de la 5^e République à majorité de partis bourgeois peut jouer en faveur des travailleurs. Les crétins parlementaires prétendent avoir obtenu de grandes victoires.

Budget 2025 : LFI enchaîne les victoires en récupérant 40 milliards de recettes fiscales. (*L'Insoumission*, 18 octobre)

Grâce à notre mobilisation et à celle des groupes de gauche, nous avons amélioré la copie initiale du gouvernement et fait adopter 82 amendements socialistes pour plus de justice fiscale et sociale. (PS, 12 novembre)

Mais quelle travailleuse, quel travailleur a vu sa situation s'améliorer grâce aux victoires des parlementaires de LFI, du PCF ou du PS ?

Au nom de l'alliance avec les petits capitalistes (la « défense des PME »), ils veulent encore élargir le front populaire.

Nous avons un socle de 192-193 députés. Nous pouvons avoir des majorités avec d'autres. (Éric Coquerel, LFI, *Le Monde*, 22 novembre)

Par quel coup de baguette magique des partis bourgeois vont-ils servir les intérêts des travailleuses et des travailleurs ?

Pour que le prolétariat puisse se défendre et imposer ses revendications, il faut, dans les assemblées générales et dans les syndicats, que s'exprime l'aspiration à l'unité contre le patronat et le gouvernement à son service :

Abrogation de toutes les mesures contre le droit à la retraite, contre les chômeurs, contre les travailleurs étrangers, contre le droit aux études, contre les libertés !

À bas les projets de budget Macron-Barnier !

Dirigeants syndicaux, cessez le « dialogue social » et préparez la grève générale !

Arrêt des licenciements ! Ouverture des livres de comptes ! Expropriation sous le contrôle de leurs travailleurs des entreprises qui licencient !

Alignement des conditions d'arrêts maladie entre le public et le privé sur le meilleur système ! 400 euros d'augmentation pour tous ! Échelle mobile des salaires, des pensions, des bourses d'études, des indemnités chômage ! Gratuité des études supérieures !

Liberté de circulation et d'installation pour les travailleurs et étudiants étrangers ! Mêmes droits pour tous les travailleurs, pour tous les étudiants !

Libération des militants kanaks ! Indépendance de la Nouvelle-Calédonie !

Arrêt des fournitures d'armes à Israël ! Abandon de toute poursuite contre les militants qui défendent le peuple opprimé de Palestine ! Abrogation du délit d'incitation au terrorisme !

Ni Barnier-Retailleau, ni Bardella-Le Pen, gouvernement ouvrier !

Révolte en Martinique contre la vie chère

Un mouvement de masse aux mains des petits patrons

Depuis le 1^{er} septembre, la Martinique, territoire des Antilles (Caraïbes), comptant 361 000 habitants et rattaché à l'État français, connaît un important mouvement de masse contre la vie chère. De nombreux salariés du secteur public (fonctionnaires territoriaux en particulier) et privés (Vedettes Blue Line, SAMAC, dockers, personnels travailleurs des supermarchés...) ont débrayé ou ont fait grève en particulier les 26 septembre (600 grévistes) et 1^{er} octobre (1 000).

Le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC) a mené des manifestations, des barrages filtrants. Il a été débordé par des pillages de supermarchés et des destructions stupides d'autres sites d'entreprise.

Le RPPRAC, mouvement d'obédience indépendantiste né en juillet 2024, conduit cette mobilisation essentiellement par les réseaux sociaux. À l'image des Gilets jaunes, le mouvement du RPPRAC qui est dirigé par le populiste Rodrigue Petitot réunit en son sein des mères de famille, des prolétaires, des chômeurs mais aussi des petits commerçants, des petits patrons, des pêcheurs, des agriculteurs...

À l'étape actuelle, les principales directions syndicales de l'île (CGTM, FO, UNSA, FSU, CSTM) sont absentes de ce regroupement même si elles ont décrété deux

« journées d'action » (et jamais la grève générale) avec l'appui de CO (l'organisation soeur de LO).

Les travailleurs martiniquais s'enfoncent dans la pauvreté

Quinze ans après le mouvement contre la « pwofitasyon » qui avait touché principalement la Guadeloupe mais aussi la Martinique, la Guyane et la Réunion, rien n'est réglé dans cette vieille colonie française.

Au contraire, l'inflation y est toujours plus forte que dans le reste de l'État français. L'île connaît un écart de prix de plus de 14 % (alors qu'il n'était que de 10 % en 2010) et parfois de plus de 40 % pour les produits alimentaires ou de première nécessité. Or, 11 % de la population (dont la plus grande partie descend des esclaves importés d'Afrique par les colons blancs) est au chômage, 27 % de la population est considérée comme pauvre, un taux deux fois supérieur à celui de la « métropole » selon l'Insee. Le revenu médian y est de 1 647 euros par mois contre 1 916 euros en France, un chiffre qui intègre les revenus des fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales à rémunération majorée (« prime de vie chère »). Ce n'est pas le cas pour tous les autres travailleurs de l'île.

Les marges de la grande distribution doivent baisser. Aujourd'hui, une mère de famille qui élève ses enfants seule doit acheter sa boîte de 8 steaks à 18 euros en Martinique quand la même boîte coûte moins



FORT DE FRANCE, 8 SEPTEMBRE / PHOTO CÉCILE MARRE

de 10 euros en France métropolitaine. (Aude Gousard, RPPRAC, RFI, 8 octobre)

Une économie capitaliste sous-développée

De fait, la Martinique est victime non seulement de l'insularité mais de l'héritage du colonialisme. L'industrie ne pèse que 7 % de la valeur ajoutée. La Martinique importe plus de 80 % de sa consommation. Les prix augmentent avec en moyenne 14 intermédiaires contre 3 dans l'Hexagone.

Ces prélèvements enrichissent des groupes capitalistes aux mains des « békés », descendants des premiers colons français, comme le puissant groupe Bernard Hayot (franchisé de Carrefour, Decathlon, M. Bricolage, Renault Trucks, Gamm Vert...) et la Safo (franchisé de Carrefour, 8 à Huit, Promocash...).

Le gouvernement bourgeois français réprime

La cocotte-minute a explosé. Après une première phase pacifique, la situation s'est rapidement tendue. Le gouvernement français a brutalement réprimé le mouvement, procédant comme en Kanaky et à Mayotte à des arrestations arbitraires et à des violences. Par exemple, le chef du RPPRAC a été blessé délibérément lors d'une charge sur un rondpoint.

Face aux émeutes dans les quartiers populaires des principales villes de l'île, essentiellement du fait de jeunes déclassés, l'État français a décrété rapidement un couvre-feu dans toute l'île. Des compagnies de CRS et de gendarmes ont été envoyées en nombre sur le territoire dont la trop fameuse huitième compagnie de CRS, une unité d'élite créée en 2021 et spécialisée dans la répres-

sion urbaine. À Mayotte, cette compagnie de sinistre mémoire a tiré contre les manifestants à balles réelles. L'envoi de forces de répression par le gouvernement Barnier a été très mal vécu par l'ensemble de la population car elle a remis en cause l'accord tacite entre l'État et le Conseil départemental interdisant l'envoi de CRS, à la suite des exactions policières de décembre 1959.

L'accord du 16 octobre

Pour mettre fin aux troubles, le gouvernement français et la Collectivité territoriale de Martinique (CTM) ont réuni les syndicats, les principaux partis politiques, le Medef local et le RPPRAC.

À l'arrivée, un accord a été signé le 16 octobre. Les prix de 6 000 produits vont baisser progressivement jusqu'à 20 % mais seulement à partir du 1^{er} janvier 2025. L'octroi de mer, qui est un mécanisme initialement destiné à protéger la production locale mais qui est surtout l'une des principales ressources des collectivités locales, sera ramené pour un temps à 0 % sur 54 familles de biens courants (pâtes, lait, beurre, haricots rouges, fromage...) ne rentrant pas en concurrence avec les productions locales (riz, eau...). L'État appliquera une TVA à 0 % sur 69 familles de produits de grande consommation. Seul le RPPRAC a quitté la table des négociations.

Nous n'avons pas obtenu des garanties sur le calendrier et sur les possibilités de sanctions. Par ailleurs le RPPRAC réclame une baisse de l'ensemble des produits alimentaires ! (Gwladys Roger, L'Humanité, 17 octobre)



PARIS, 3 NOVEMBRE 2024 / PHOTO GEOFFROY VAN DER HASSELT

Les bureaucrates syndicaux empêchent la classe ouvrière de prendre la tête du mouvement

Il est clair que cet accord du 16 octobre ne résoudra rien car une des causes importantes de la vie chère réside dans le monopole des grandes entreprises capitalistes de la distribution. Dès lors, les travailleurs subissent encore plus l'inflation que dans l'hexagone.

En l'absence d'un programme d'action et d'une action menée les organisations syndicales et les partis ouvriers (PCP, PCM, CO...), c'est l'organisation interclassiste et antidémocratique RPPRAC qui mène la danse pour l'instant. Vu sa nature sociale, elle est incapable d'appeler les salariés à se mobiliser, car cela toucherait aussi les petits patrons qui y participent.

Combat ouvrier (CO), organisation liée à LO, est très présente dans l'appareil de la CGTM, mais sur quelle orientation ? Comme la bureaucratie de la CGT française, celle de la CGTM, contre la grève générale, décrète des journées d'action avec le même résultat que dans tout l'État français. Aucune organisation syndicale n'appelle à la grève générale des entreprises et des administrations, à créer des organismes de lutte démocratiques, à se défendre contre la police et les pillards. À défaut, le pourrissement du mouvement guette avec une reprise en main par l'État colonial français comme en Kanaky. Le RN, qui a réussi de très gros scores aux dernières élections présidentielle et législatives risque de tirer les marions du feu. Les affiches de Bardella fleurissent actuellement sur l'île, ce qui montre que le parti fascisant et xénophobe tente de profiter de la situation en agitant le chiffon rouge de l'immigration haïtienne pour diviser les pauvres, les détourner des vrais responsables.

Exproprier le grand capital béké !

Tout comme à Mayotte ou en Kanaky, il manque au mouvement contre la vie chère une direction qui s'adresse à la classe ouvrière, préparant la grève générale et encourageant l'autodéfense ouvrière.

Pour contrer l'inflation, aucune confiance dans le gouvernement Barnier des macronistes et des gaullistes, mis en place grâce au RN ! Il faut l'auto-organisation, l'élection et la révocabilité de ceux qui parlent au nom des travailleurs, la centralisation des comités ouvriers, étudiants et populaires.

Tant que l'île est rattachée à l'Etat français, que de nombreux Martiniquais vivent et travaillent en « métropole », le prolétariat martiniquais est lié à celui de France. L'avant-garde des travailleurs et des étudiants doit participer à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire dans les Antilles et en France, d'une internationale ouvrière révolutionnaire. C'est indissociable de la lutte sur les lieux de travail, de vie et d'étude, dans les syndicats, pour exiger

Autodéfense contre les forces de répression françaises !
Dehors, les forces de répression dont la sinistre CRS 8 !

Ouverture des livres de comptes, levée du secret commercial !

Alignement des salaires sur ceux pratiqués dans l'hexagone ! Blocage des loyers, des prix alimentaires et de l'énergie !

Expropriation des grands monopoles capitalistes liés aux grandes familles « békés » et des grandes compagnies de transport !

Suppression des impôts sur la consommation des travailleurs !

Augmentation immédiate de 400 euros pour tous les salariés et retraités ! Indexation des salaires, des allocations chômage, des pensions de retraite, des minimums sociaux, des allocations familiales et des bourses d'études sur les prix !

Droit à l'autodétermination ! Fédération socialiste des Antilles-Caraïbes !

10 novembre 2024



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 20 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville.....

Courriel.....@.....

Le projet de budget contre l'enseignement public

L'école restera bien la priorité du gouvernement.
(Michel Barnier, *Discours d'introduction à Matignon*, 6 septembre)

L'école est au coeur des priorités du gouvernement.
(Anne Genetet, *Présentation du PLF pour l'EN*, 10 octobre)

L'argument est que l'enseignement scolaire est la plus richement dotée de « missions » avec 64,5 milliards d'euros. Mais c'est un artifice de présentation puisque cela inclut les subventions de l'État à l'enseignement privé (3 milliards d'euros) et que la somme des moyens de maintien de l'ordre interne et externe, les « missions » défense (50,5 milliards), justice (10,2), sécurités (17,2) l'excède nettement : 78 milliards d'euros contre 64,5.

Sous Sarkozy, dont Barnier fut ministre, 80 000 postes avaient été retirés à l'Éducation nationale de 2007 à 2012. Le gouvernement LR-Renaissance (mis en place grâce au lepénisme) veut supprimer avec son PLF 2025 4 035 de postes de travailleurs de l'enseignement, dont 3 155 dans l'enseignement primaire. En fait, 5 000 emplois de professeurs seraient amputés, ce qui n'est que partiellement compensé par la création de 2 000 postes d'auxiliaires éducatifs qui coutent d'autant moins cher à l'État qu'ils sont précaires.

Le prétexte est la baisse du nombre d'élèves. Une autre possibilité serait de profiter de la baisse démographique pour diminuer les effectifs des classes et améliorer les conditions de travail et d'enseignement. Mais, dans l'enseignement supérieur, le gonflement du nombre d'étudiants (+500 000 entre 2010 et 2020) ne s'est pas traduit par un recrutement proportionnel. De même, entre 2017 et 2023, on a compté 7 441 collégiens et lycéens de

plus et 8 865 enseignants en moins dans le secondaire. Le tour de passe-passe consiste à réduire les heures de cours en lycée professionnel, dont les élèves viennent en totalité des classes populaires.

Tout en bonimentant sur l'inclusivité, le gouvernement Barnier-Retailleau-Kasbarian-Genetet veut sacrifier l'enseignement public sur l'autel de l'austérité, alors que les fonds alloués à l'enseignement privé augmentent.

Le Pacte de division et de subordination des enseignants est reconduit. Pour tous les travailleurs de la fonction publique, le point d'indice est gelé. En outre, le projet de budget de la Sécu (PLFSS 2025) veut réinstaurer 3 jours de carence en cas d'arrêt-maladie des fonctionnaires.

Tous les travailleurs doivent maintenant attendre 64 ans pour une pension complète. Le Service national universel, qui confie des mineurs à l'embrigadement militariste, est maintenu. Les collèges subissent depuis la rentrée les groupes de niveau de Macron-Attal du « choc des savoirs », camouflés précipitamment en groupes de soutien.

Le système scolaire du capitalisme français abandonne déjà 15 % de chaque génération. Les concours de l'enseignement peinent déjà à recruter à cause de la paupérisation et de la pénibilité grandissante du métier. Ce n'est pas un tel budget, s'il est adopté, qui va arranger les choses pour les travailleurs de l'enseignement public ni pour les enfants de l'ensemble des travailleurs.

Dans ces conditions, que sont allés faire l'Intersyndicale (FSU, UNSA, FO, CFDT, CGT, SNALC et SUD) les 16 et 21 octobre chez la ministre de l'éducation ? Que sont allées faire les responsables des fédérations représentatives (CFDT, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA) le 7 novembre chez le ministre de la fonction publique ? Qu'apportent aux travailleuses et aux travailleurs toutes ces « négociations » sur un projet de budget pro-capitaliste et antisocial, avec ceux là-même qui l'ont conçu ?

Au lieu des journées d'action décrétées secteur par secteur, au lieu des illusions envers les députés et les sénateurs des partis bourgeois, au lieu des propositions au gouvernement Barnier, imposons une manifestation centrale devant l'Assemblée nationale pour interdire le vote de ce budget, préparons la grève générale pour chasser le président, le gouvernement, pour imposer les revendications !

8 novembre 2024



16 OCTOBRE, L'INTERSYNDICALE AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Face à la misère étudiante, pour un programme d'urgence ! Pour un gouvernement des travailleurs !

La précarité étudiante touche toutes les formations : selon Le Parisien étudiant en 2023, 22% des étudiants déclarent souvent sauter un repas. L'inflation grandit chaque année (5,7% en 2023 selon la Banque de France), les étudiants afin de survivre sont obligés de travailler pour subvenir à leurs besoins : payer leur loyer (563,25 euros/mois, +2,5% par rapport à 2023), le transport (en moyenne 62 euros/mois) et se nourrir (200-300 euros/mois). De ce fait l'accès aux études dans de bonnes conditions devient de plus en plus difficile à cause de ces contraintes. Face à cette situation urgente et pour le bien être des étudiants :

Aucune condition (de nationalité, de revenu des parents...) pour accéder aux droits des CROUS (bourses, logements, repas à 1 euro...). Repas gratuits dans les resto U matin, midi, soir en QUALITÉ et en QUANTITÉ suffisantes pour tous les étudiants SANS CONDITIONS. Bourse indexée sur l'inflation pour tous les étudiants sans conditions. Gratuité totale des transports sans conditions.

Les difficultés financières et les problèmes de santé que rencontrent les étudiants mettent en péril leurs études. Selon la Fondation Abbé Pierre, les étudiants au CROUS de Paris I peuvent être expulsés rapidement de leur chambre universitaire y compris durant la période de trêve hivernale. C'est contraire au droit commun d'expulsion locative. Toujours selon la Fondation, sur les 221 requêtes d'expulsion étudiées entre janvier 2022 et février 2023, les tribunaux administratifs ont prononcé l'expulsion de 193 résidents (87 %) dont 127 sans délai (57 %). De plus, le gouvernement continue ses coupes budgétaires et les étudiants le payent ! L'insalubrité, l'insécurité, les mauvaises conditions de vie... ne permettent pas aux étudiants de vivre et d'étudier décemment !

- Construction des logements universitaires pour accueillir tous les étudiants.
- Gratuité des logements universitaires sans conditions.
- Rénovation des cités U CROUS.
- Plus aucun logement étudiant dans le parc immobilier privé. Expropriation des résidences universitaires privées, gestion unique des logements universitaires par les CROUS.
- Aucun service du CROUS assuré par des entreprises privées.
- CROUS gérés par les étudiants et les travailleurs des CROUS.

Aucun gouvernement capitaliste ne donnera satisfaction à ces revendications. Au contraire, depuis 1987, au fur et à mesure des réformes et décrets, les gouvernements successifs ont ouvert les CROUS à la privatisation et la possibilité pour les universités de se passer des CROUS. Le gouvernement prépare même une nouvelle réforme de liquidation des CROUS.

Dès maintenant, il faut combattre le gouvernement réactionnaire, raciste, sexiste et oppressif Macron-Barnier-Hetzl ! Front unique des syndicats étudiants et des travailleurs de l'ESR et des organisations du mouvement de la jeunesse pour obtenir ces revendications d'urgence ! Assemblées générales partout ! Coordinations régionales et nationale des délégués des assemblées générales !

Jeunes, combattons pour un gouvernement des travailleurs par les travailleurs et les jeunes eux-mêmes qui appliquera ces mesures d'urgence !

26 novembre 2024, Avenir socialiste !



Avenir socialiste ! est un groupe de jeunes révolutionnaires. Il combat pour le renversement du capitalisme sous la direction de la classe ouvrière et pour l'établissement de la société communiste mondiale. La jeunesse a toute sa place dans ce combat. Pour le mener, elle a besoin d'une organisation internationale communiste, indépendante, démocratique, élisant sa direction, disposant de ses propres organes (site, journal...), menant ses propres campagnes, faisant son expérience propre afin de former les futurs travailleurs et travailleuses d'avant-garde. Jeunes, regroupons-nous en suivant la voie de Marx, Engels, Lénine, Liebknecht, Luxemburg et Trotsky ! Construisons l'Internationale de jeunesse communiste et ici en France sa section, les Jeunes communistes internationalistes !



La 3^e guerre d'Israël contre le Liban

L'opération terroriste du 17 septembre 2024 avec l'explosion de milliers de bipeurs au Liban a été le prélude d'une offensive à grande échelle de l'armée israélienne. Les appareils, qui auraient été achetés par le Hezbollah pour rendre les attaques de drones plus difficiles grâce au suivi des téléphones portables, avaient été piégés par les services de renseignement israéliens. Au moins 37 personnes sont mortes et 3 000 ont été blessées, dont de nombreux enfants. À partir du 19 septembre, l'aviation israélienne a étendu massivement ses attaques. Les cibles étaient à la fois les positions du Hezbollah dans le sud du Liban et les zones résidentielles densément peuplées de Beyrouth, comme la banlieue de Dahieh Janoubiyé. Cibler des commandants du Hezbollah a servi de prétexte pour bombarder des quartiers civils. Une invasion a débuté le 30 septembre.

Près de 1,2 million de Libanais ont dû fuir les bombardements israéliens. En treize mois, Israël a tué 3 823 Libanais, en grande majorité des civils.

Le Liban, un État clérical et artificiel créé par les impérialismes européens

Ces attaques font partie d'une stratégie plus large visant à étendre la domination militaire d'Israël dans la région alors que les crimes à Gaza et en Cisjordanie se poursuivent sans entrave. Les conflits en cours au Proche-Orient sont enracinés dans le passé colonial de la région. Après l'effondrement de l'Empire ottoman, les accords Sykes-Picot ont soumis la Syrie et le Liban à l'impérialisme français. La 3^e République française, prétendument démocratique et laïque, a séparé la Syrie et le Liban, a favorisé dans celui-ci la bourgeoisie chrétienne maronite, créant un système sectaire qui a approfondi les conflits selon des critères religieux. Un système proportionnel entre chrétiens et musulmans était institutionnalisé dans la constitution, qui a été réajustée lors de l'indépendance de 1943. Au parlement, le rapport des représentants devait être de cinq (chrétiens) pour six (musulmans). Cependant, en raison des changements démographiques, la proportion de chrétiens maronites dans la population totale est tombée à 40 % dans les années 1970.

Israël est colonial et belliciste

Avec la fondation d'Israël en 1948, la situation s'est encore aggravée. L'État sioniste, créé aux dépens des Palestiniens, est devenu non seulement un outil au service des puissances impérialistes occidentales, mais aussi un acteur régional autonome aux ambitions hégémoniques. Le déplacement de centaines de milliers de Palestiniens a mis à rude épreuve les pays voisins. Au Liban, les camps de réfugiés ont déstabilisé davantage l'ordre sectaire fragile, car l'élite maronite considérait les Palestiniens comme une menace et n'accordait la citoyenneté qu'aux réfugiés chrétiens.

Depuis sa fondation, Israël mène une politique étrangement agressive qui repose sur la force militaire et l'expansion territoriale. Dès les années 1940, les dirigeants sionistes discutaient déjà de projets d'occupation du Liban. Dans les années 1950-1960, l'État colonisateur sioniste a resserré ses liens avec l'impérialisme américain qui en a fait son bras armé dans la région. Cela a poussé le panarabisme à prétention socialiste de style baasiste ou nassérien (Algérie, Égypte, Irak, Libye, Organisation de libération de la Palestine, Syrie...) à s'allier avec l'URSS.

Lorsque le royaume hachémite de Jordanie, allié à l'impérialisme britannique, a expulsé l'OLP du pays (Septembre noir) en 1970 et que la direction de l'OLP a transféré son siège à Beyrouth, la crise politique au Liban a atteint son paroxysme. Des milices réactionnaires et fascistes (les Phalanges libanaises de Pierre Gemayel), soutenues par Israël et les États-Unis, ont attaqué les Palestiniens en 1975. Elles ont été aidées par la Syrie d'Assad père en 1976. Entre 1975 et 1990, la situation a dégénéré en guerre civile libanaise. Il y avait non seulement des combats entre différents groupes libanais dont les alliances changeaient constamment, mais aussi des interférences d'États bourgeois de la région comme la Syrie et l'Iran.

Israël en particulier a profité de la situation et est intervenu dans le conflit en 1982, a envahi le Liban et expulsé l'OLP, tandis que la Syrie consolidait son influence. Sous la protection et le soutien de la puissance occupante sioniste, les milices phalangistes ont perpétré un massacre de civils dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila entre le 16 et le 18 septembre 1982, tuant des milliers de Palestiniens.

La nouvelle guerre israélienne au Liban s'inscrit dans le contexte d'une stratégie régionale plus large. Le gouvernement du Likoud et des partis racistes a saisi l'attaque du 7 octobre 2023 comme l'occasion d'avancer dans l'épuration ethnique des Palestiniens, de porter des coups au Hezbollah et au FPLP au Liban, d'affaiblir l'Iran. La négation par Israël des résolutions solennelles de l'ONU, les attaques contre les bases de la FINUL au Liban représentent une escalade significative. Le gouvernement israélien démontre qu'il place ses revendications de puissance régionale au-dessus de toutes les normes juridiques que les puissances impérialistes et l'Union soviétique stalinienne ont établies après la fin de la Seconde Guerre mondiale afin de maintenir le statu quo contrerévolutionnaire d'après-guerre. Pourtant, les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Autriche... justifient les actions d'Israël comme défensives et lui fournissent un appui militaire direct.

Le Hezbollah, parti-armée bourgeois et clérical

En réaction aux crimes sionistes et sous l'influence de la contre-révolution islamiste victorieuse en Iran, le Hezbollah (Parti de Dieu) a été fondé en 1982. Même s'il existait auparavant Amal (Espoir), organisation principalement ancrée dans le groupe religieux chiite qui avait attaqué les Palestiniens de 1985 à 1988, le Hezbollah a pu revendiquer la suprématie dans le camp chiite grâce au soutien des mollahs iraniens. Cela lui permet d'entretenir des milices et un réseau d'aide sociale dans la population chiite pauvre.

Le Hezbollah, qui avait affronté l'armée israélienne les armes à la main, est devenu populaire bien au-delà des chiites, après le retrait d'Israël en 2000. Par contre, l'intervention militaire du Hezbollah en Syrie à partir de 2012 pour soutenir le régime dictatorial et tortionnaire de Assad fils divise beaucoup plus. En outre le Hezbollah, qui s'est intégré à l'État bourgeois, est compromis dans le scandale des incendies des forêts en 2019 et de l'explosion du port de Beyrouth en 2020. Les manifestations populaires multi-confessionnelles de 2019-2020 se sont heurtées à la répression de l'armée bourgeoise mais aussi à la condamnation, voire aux agressions d'Amal et du Hezbollah.

Le Hezbollah, malgré le génocide déclenché à Gaza depuis le 8 octobre 2023, n'avait pas lancé d'opération de grande envergure contre l'armée israélienne. Il se contentait de quelques tirs de roquettes.

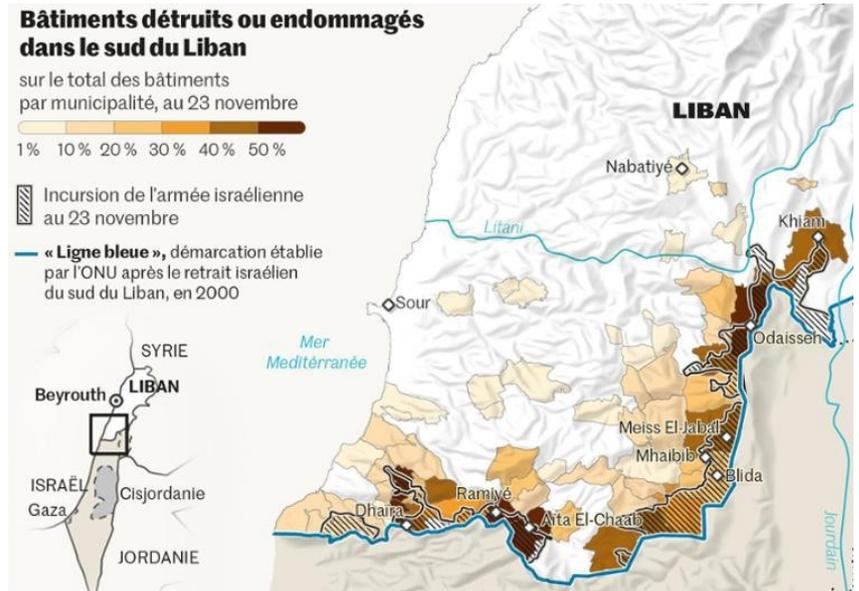
Le 26 novembre, sous la pression des États-Unis et de la France, Israël a signé un accord de cessez-le-feu avec le Hezbollah qui est militairement affaibli et probablement politiquement divisé. Bien qu'un répit bienvenu soit accordé à la population libanaise, cela ne peut pas changer l'impuissance de la FINUL et de l'armée bourgeoise libanaise, ni la nature belliciste de l'État sioniste.

Pour le démantèlement de l'État colonial et l'unification socialiste du Levant

Ni la bourgeoisie maronite, ni la bourgeoisie chiite qui se partagent le territoire et le pouvoir dans un État artificiel n'offrent de solution à la classe ouvrière libanaise et au peuple palestinien.

Seule une Fédération des États-unis socialistes du Proche-Orient peut briser le cycle de guerres, d'expulsions et d'oppression créé par l'impérialisme et le sionisme.

La classe ouvrière au Liban, en Syrie, en Cisjordanie, en Égypte, en Arabie saoudite, en Turquie, en Irak, en Iran, en Israël... doit être unie indépendamment des



LE MONDE, 28 NOVEMBRE

divisions religieuses et ethniques. Elle doit défendre le droit des Palestiniens à démanteler l'État colon. Elle doit revendiquer le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées, notamment des Kurdes. Elle doit soutenir la lutte des ouvriers, des employés, des paysans travailleurs, des étudiants et des femmes iraniennes contre le régime des mollahs jusqu'à son renversement et son remplacement par un gouvernement des travailleuses et des travailleurs.

La lutte contre l'occupation sioniste, contre l'ingérence impérialiste et contre les clergés réactionnaires nécessite que l'avant-garde du prolétariat rompe avec le panarabisme, l'islamisme, le sionisme pour former des partis ouvriers communistes révolutionnaires et internationalistes dans le cadre d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

Retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban, fin des bombardements du Liban ! Fin du blocus de l'Égypte et d'Israël, fin des bombardements et de l'occupation de Gaza et de la Cisjordanie par Israël ! Arrêt des opérations terroristes d'Israël en Syrie, en Irak et en Iran ! Ouverture de toutes les frontières aux réfugiés de Gaza !

Droit au retour pour toutes les personnes déplacées et leurs familles ! Pour une Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Retrait des flottes impérialistes envoyées au Proche-Orient ! Fermeture de toutes les bases militaires étrangères dans la région !

Front unique ouvrier dans les pays impérialistes occidentaux contre toute livraison d'armes à Israël et toute coopération militaire avec Israël ! Contrôle ouvrier sur la production et les ressources dans tout le Proche-Orient ! Fédération socialiste du Proche-Orient !

27 novembre 2024

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

Palestine : pour une conférence internationale d'urgence de la jeunesse !

Depuis le 7 octobre 2023, Israël mène un génocide dans la bande de Gaza : 43 391 morts (dont plus de 17 000 enfants), 102 347 blessés, 1,9 million de déplacés (90 % de la population), au moins 90% des bâtiments détruits. 100 000 Palestiniens viennent d'être chassés du nord de l'enclave. Le sionisme est un terrorisme à grande échelle, il a étendu la guerre au Liban et mène aussi des opérations en Syrie, en Iran et au Yémen où ne se trouve aucun combattant palestinien.

Partout dans le monde, les étudiants ont manifesté et occupé pour l'arrêt du génocide en Palestine. Une fraction des jeunes issus de l'immigration cherche aussi à s'organiser sur la question. En réponse, dans tous les pays, les gouvernements bourgeois ont envoyé les flics et le mouvement a dû en grande partie refluer. Pour arrêter le terrorisme et le génocide sionistes en Palestine et au Liban, il faut l'arrêt des livraisons d'armes vers Israël ! Ce n'est pas en le demandant aux gouvernements bourgeois, soutiens d'Israël, qui usent de la matraque contre nous qu'on l'obtiendra ! Au contraire, les travailleurs et les jeunes doivent affronter dans chaque pays leur impérialisme ! Front unique des syndicats et partis qui se réclament des travailleurs : blocage par le mouvement ouvrier des livraisons d'armes à Israël comme le demandent les syndicats palestiniens !

Les directions syndicales et les partis ouvriers bourgeois, qui défendent leur bourgeoisie, refusent aujourd'hui de répondre à l'appel des syndicats palestiniens ! Ils refusent d'organiser dans les ports, les aéroports, les manufactures, le boycott des armes vers Israël ! La jeunesse dans le monde entier, doit donc répondre à l'appel des syndicats palestiniens et réaliser l'unité avec les travailleurs sur cet objectif.

Dans les facs, dans les entreprises, dans les comités Palestine, dans les syndicats, combattons pour imposer le front unique pour :

Arrêt immédiat du génocide dans la bande de Gaza, de la guerre au Liban ! Troupes sionistes hors de Palestine, hors du Liban ! Dans la recherche, arrêt de toute collaboration avec les universités ou les entreprises qui contribuent au développement militaire d'Israël ! Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Abrogation de la circulaire Hetzel ! Annulation de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Libération de Georges Abdallah ! Libre entrée des réfugiés de Gaza et du Liban !

Dirigeants ouvriers et étudiants, répondez à l'appel des syndicats palestiniens ! Organisez immédiatement dans les usines, dans les ports et les aéroports, l'arrêt des fabrications et des livraisons d'armes à Israël ! Organisez de gigantesques manifestations pour soutenir toutes les actions du boycott des armes ! Organisez l'autodéfense des assemblées générales et des manifestations !

Il n'y aura pas de paix et d'égalité en Palestine sans le démantèlement de l'État sioniste, sans une Palestine démocratique, multietnrique, bilingue, laïque et socialiste. Ce n'est pas le Hamas, organisation cléricale réactionnaire, dont le prolétariat palestinien doit se débarrasser qui permettra d'atteindre ce but ! Pour le gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient ! Voilà la perspective pour le prolétariat palestinien comme pour le prolétariat juif qui doit rompre avec le sionisme. Voilà la perspective pour la jeunesse palestinienne qui doit s'unir au prolétariat. Pour cela, la jeunesse a besoin d'une section d'une Internationale communiste révolutionnaire avec son programme pour la guider !

Nous nous adressons à l'échelle internationale aux organisations de jeunesse qui se réclament du socialisme ou du communisme pour la tenue d'une conférence internationale d'urgence dans ce but. Une telle initiative serait un premier acte en vue de la construction d'une internationale de jeunesse communiste.

19 novembre 2024
Avenir socialiste !

Prise de parole d'une militante du GMI au rassemblement de Nantes pour la libération de Georges Abdallah, 24 octobre

Chers camarades,

Le camarade Georges Abdallah est en prison depuis 40 ans. Tous les ministres de l'intérieur, depuis Mitterrand jusqu'à Macron, l'ont maintenu emprisonné, malgré le manque de preuves, la durée de sa détention et le droit français pour qui le camarade est libérable depuis 1999. Ce sont aussi nos ennemis, ce sont les mêmes qui envoient la police contre les manifestants.

Pour l'État bourgeois français, qui reste un soutien indéfectible de la colonisation de la Palestine et d'Israël, le principal crime de Georges Abdallah est d'avoir été un communiste libanais, d'avoir pris parti pour la cause palestinienne. Par-dessus tout, ce qui ne lui est pas pardonné est d'avoir refusé de se renier. Front unique ouvrier ! Il est de la responsabilité de toutes les organisations ouvrières, de tous les syndicats et de tous les partis du mouvement ouvrier, d'exiger sa libération.

Georges Abdallah est un prisonnier politique, emprisonné pour son soutien à un peuple opprimé, les Palestiniens. Au même moment, l'État sioniste poursuit son génocide à Gaza, colonise la Cisjordanie, agresse le Liban. Il faut que cesse la collaboration de l'État français à ces menées criminelles. Les syndicats français doivent organiser le boycott de la fabrication et de la livraison d'armes à Israël, la fin de la recherche militaire en collaboration avec Israël. Contre le sionisme et le capitalisme français, front unique !

Cessez le feu sans condition à Gaza !

En treize mois, la troisième guerre d'Israël au Liban a causé 3 823 morts, en grande majorité des civils et a détruit systématiquement le sud du pays : logements, cimetières, cultures... Mais les États impérialistes américain et français tenaient à sauver l'État bourgeois libanais. Le 26 novembre, Israël, a signé un accord de cessez-le-feu avec le Hezbollah qui est militairement affaibli et probablement politiquement divisé.

Il constitue l'aboutissement d'efforts entrepris depuis de longs mois auprès des autorités israéliennes et libanaises, en étroite coordination avec les États-Unis d'Amérique et sous l'impulsion du président Joe Biden. (Macron, 26 novembre)

Macron maintient une fausse symétrie pour justifier son soutien à Israël, qu'il présente toujours comme une « victime du terrorisme ».

Il importe que ce cessez-le-feu soit respecté, qu'il le soit dans la durée, afin de restaurer la sécurité des Libanais, la sécurité des Israéliens.

Bien qu'un répit bienvenu soit accordé à la population libanaise, cela ne peut pas changer l'impuissance de la FINUL (ONU) et de l'armée bourgeoise libanaise, ni la nature belliciste de l'État sioniste.

Pendant ce temps, les tribunaux israéliens continuent à expulser des habitants arabes de Jérusalem de leur logement, le 22 novembre le ministre suprémaciste Gvir a pris la tête d'un groupe de fascistes qui a paradé dans Hébron, les colons armés par le gouvernement continuent à déraciner des oliviers et à attaquer les villages en Cisjordanie, l'armée israélienne continue à attaquer quotidiennement les camps de réfugiés et les villes (récemment Ash-Shuhada, Kafr Dan, Jénine, Naplouse, Ya'bad...). Au total, 450 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023.

Pendant ce temps, l'armée sioniste continue à ravager la bande de Gaza, à enfermer, affamer et à tuer les Palestiniens. Elle détruit systématiquement le nord de l'enclave et empêche l'aide humanitaire d'y parvenir. En un mois, elle a chassé entre 100 000 et 130 000 personnes du nord de l'enclave vers la ville de Gaza. Rien que durant la deuxième semaine de novembre, l'OMS a rapporté 5 attaques israéliennes sur des centres de soin (trois au nord, une à Deir el-Balah, une à Rafah). 65 camions humanitaires par jour ont été admis dans la bande de Gaza, alors qu'il en fallait 500 quand les besoins étaient moins élevés, avant l'invasion. Le parlement israélien veut interdire l'activité de l'agence de l'ONU qui aide les réfugiés (UNWRA). Depuis le 7 octobre 2023, 249 sala-

riés de l'UNWRA ont été tués. L'armée sioniste a aussi tué 182 journalistes.

Au total, 1,9 million de personnes (90 % de la population) ont été déplacées, certaines plus de 10 fois. 44 249 personnes ont été tuées et 104 746 ont été blessées.

Le président français affecte la neutralité entre l'État colonial surarmé et un peuple opprimé, humilié, affamé, massacré.

À Gaza, la France poursuivra ses efforts en vue d'une cessation des hostilités, de la libération des otages et de l'entrée massive de l'aide humanitaire et d'une solution politique qui passe par deux États. (Macron, 26 novembre)

Le leurre de deux États, qui entérine la colonisation de la Palestine, est approuvé par tous les partis bourgeois français (de EELV au RN) mais aussi par les partis « réformistes » (LFI, PS, PCF) et par LO.

Le 20 novembre, les États-Unis ont de nouveau mis leur veto au nouveau projet de résolution de l'ONU pour un cessez-le-feu à Gaza. Macron et Barnier ont aussi démontré leur partialité depuis. Le 27 novembre, le ministère des affaires étrangères a annoncé que l'État français n'appliquerait pas le mandat d'arrêt délivré par la Cour pénale internationale à l'égard de Netanyahu pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, la France... continuent à livrer des armes à Israël.

Cessez le feu immédiat et sans condition ! Retrait des troupes sionistes de la bande de Gaza, de Cisjordanie et du Liban ! Libération des 10 000 otages palestiniens prisonniers d'Israël ! Droit au retour des réfugiés ! Bas les pattes devant l'Iran, la Syrie et le Yémen !

Ici, la première tâche de solidarité envers les Palestiniens est d'empêcher l'envoi d'armement français et d'interrompre toute collaboration militaire avec Israël. Front unique des syndicats et partis qui se réclament des travailleurs :

Blocage par le mouvement ouvrier des livraisons d'armes à Israël ! À bas Macron-Barnier-Retailleau, non à Le Pen-Bardella-Ciotti ! Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Annulation de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Libération de Georges Abdallah ! Libre entrée des réfugiés de Gaza !

28 novembre 2024



États-Unis : après la victoire de Trump, construire un parti ouvrier de masse !

Année	Participation %	Democratic Party		Republican Party	
		Grands électeurs	Voix (en millions)	Grands électeurs	Voix (en millions)
2016	55,67	227	66	304	63
2020	66,9	306	81,3	232	74,2
2024	59,82	226	70,99	312	74,71

La victoire de Trump n'est pas due à un raz-de-marée du nombre de votants pour le Parti républicain, mais à un effondrement du côté du Parti démocrate. Tout d'abord, nombre d'électeurs se sont abstenus. En 2024, le taux d'abstention dépasse 40 %, certes moindre qu'en 2016 où il excédait 43 % mais il est supérieur de 7 points à celui de 2020. C'est considérable, surtout qu'en plus de ces presque 100 millions d'abstentions, il faut ajouter des millions de travailleurs réfugiés, migrants clandestins, condamnées par la justice... qui n'ont pas ou plus le droit de vote.

Trump obtient à peine plus de voix qu'en 2020, 450 000 voix environ, alors que le nombre d'inscrits a augmenté de plus de 6 millions. Il s'agit donc en réalité d'une légère diminution du nombre de suffrages en proportion du corps électoral. C'est la perte de plus de 10 millions de voix pour le Parti démocrate qui entraîne la victoire de Trump.

Dans ces conditions, Trump l'emporte largement en nombre de grands électeurs (le président n'est pas élu directement dans la constitution antidémocratique des États-Unis), raflant la mise dans les 7 « swing states » (États pivots), le Parti républicain reprend la majorité au Sénat, il conservera vraisemblablement la majorité à la Chambre des représentants. Avec 6 juges sur 9 qui lui sont favorables à la Cour suprême, avec le contrôle presque complet du Parti républicain, Trump aura donc tous les leviers institutionnels en main.

Les raisons du succès de Trump

Dans les principaux pays impérialistes, les conditions de vie du prolétariat, de larges couches de la petite-bourgeoisie (fonctionnaires, paysans travailleurs, artisans, etc.) se dégradent fortement, quand bien même ces pays affichent un taux de croissance positif du PIB. C'est le cas des États-Unis où la paupérisation et la précarisation d'une partie de la population est en marche depuis plusieurs années. Beaucoup des emplois créés depuis la reprise de 2021 y sont précaires et mal payés.

La classe ouvrière a subi de plein fouet l'inflation sous Biden et, si les prix augmentent moins, ils sont 20 % plus élevés qu'en 2020, avant la pandémie.

Biden n'a aboli aucune des mesures fiscales de Trump pour les plus riches et les grands groupes capitalistes. Il a interdit la grève des cheminots fin 2022. Il soutient le génocide à Gaza. La candidate démocrate s'est prononcée pour durcir l'immigration et développer les énergies les plus polluantes, alors que les perturbations climatiques n'épargnent pas les États-Unis. À juste titre, une fraction des travailleurs et des étudiants ne voyait dans Harris qu'une représentante de « l'establishment » comme Hillary Clinton en son temps. Il n'existe aucun parti ouvrier de masse pour proposer une alternative. C'est un des moteurs de l'abstention et du vote pour Trump.

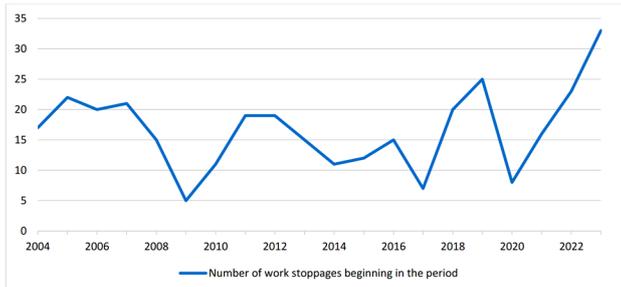
La question des conditions de vie a prévalu sur toutes les autres déterminations, elle a même renforcé les votes pour Trump chez les électeurs latinos ou afro-américains, malgré les attaques racistes et xénophobes de sa campagne. L'axe de la campagne républicaine était de faire des étrangers les boucs émissaires des difficultés internes.

Il y a donc deux aspects dans ces résultats :

- une abstention sanction contre le Parti démocrate, tenus pour responsable de l'aggravation des conditions de vie du prolétariat
- un vote d'adhésion au moins partielle au programme électoral de Trump, au protectionnisme, à la xénophobie... censés ramener la prospérité.

La base de Trump s'est consolidée dans le mouvement MAGA, qui a pris le contrôle du Parti républicain (malgré la consigne de l'assaut au Capitole le 6 janvier 2021 quand il avait perdu l'élection), flanqué de groupes fascistes, sous la bénédiction du goupillon évangélique, mêlant des vétérans des guerres perdues, des déclassés, une partie de l'ancienne aristocratie ouvrière blanche qui profitait auparavant des miettes de l'impérialisme américain au temps de sa splendeur, d'une partie importante de la petite-bourgeoisie et même une minorité arriérée du prolétariat, persuadés que le protectionnisme tous azimuts et l'expulsion des migrants rendra sa grandeur à l'Amérique.

L'autre moteur du vote Trump, c'est le ralliement de capitalistes parmi les plus puissants comme Elon Musk, qui indique que ceux-ci comptent bien profiter d'une baisse générale des impôts, d'une dérégulation forcée pour leurs entreprises dans tous les secteurs et des commandes de l'État, notamment dans le domaine militaire.



GRÈVES / BUREAU OF LABOR STATISTICS, 21 FÉVRIER 2024

L'impérieuse nécessité d'émanciper la classe ouvrière des églises et des partis bourgeois

Ces résultats témoignent de l'impasse politique dans laquelle est tenu le prolétariat américain à cause de l'inféodation des syndicats et des organisations d'opprimés aux deux partis bourgeois et impérialistes, le Parti démocrate et le Parti Républicain, et plus spécialement au Parti démocrate. Il faut y ajouter la soumission à celui-ci du Parti « communiste » (CPUSA) et des « socialistes » (DSA, rejoints par plusieurs groupes pseudo-trotskyistes).

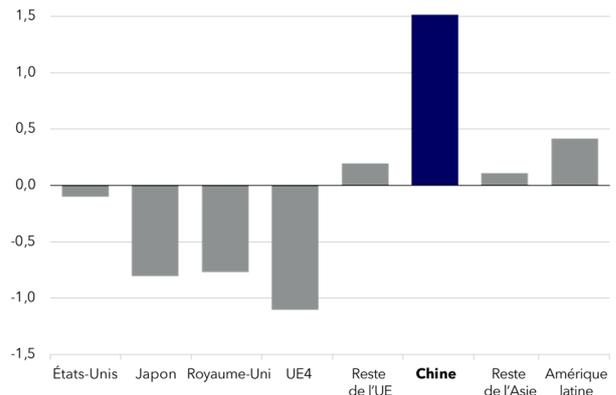
Pourtant la classe ouvrière américaine se bat, comme l'ont montré les grèves des scénaristes et des acteurs, dans l'automobile, dans Kaiser Permanente, à Starbucks en 2023, chez les dockers de la côte atlantique ou à Boeing en 2024. Cependant, ces conflits du travail n'ont généralement abouti qu'à des succès partiels, car la bureaucratie syndicale (souvent liée au DP) ou les « médiateurs » envoyés par l'administration Biden ont poignardé les grévistes dans le dos et freiné les grèves, quand ils ne l'ont pas empêchées comme à UPS en 2023.

Aucun lien n'a été fait entre ces combats et une perspective gouvernementale ouvrière. Comme il n'y a aucune représentation politique de la classe ouvrière, les repères politiques pour l'aider à s'orienter sont extrêmement faibles, sinon inexistants. Là est la responsabilité des dirigeants syndicaux, des organisations d'opprimés et des « socialistes » ou « communistes » qui refusent de rompre les liens qu'ils entretiennent avec le Parti démocrate, donc avec la bourgeoisie, pour constituer un parti ouvrier.

Ainsi, une part importante de la classe ouvrière n'a pas voté, considérant à juste titre que Parti démocrate et Parti républicain étaient les deux faces d'une même médaille, elle n'a non plus pu compter sur une candidature ouvrière. La candidature de l'écologiste Jill Stein, du Green Party (Parti vert), n'était en rien une candidature ouvrière, même si elle a fait campagne pour l'arrêt des livraisons d'armes à Israël. Une autre partie a voté démocrate, par exemple pour défendre le droit à l'avortement. Enfin, une minorité a voté républicain, allant même parfois jusqu'à croire que Trump

La part de la Chine dans les exportations mondiales a augmenté depuis la pandémie

Variation de la part des exportations, T2 2023-T1 2024 par rapport à 2017-19, en points de pourcentage



Sources : FMI, base des données Direction of Trade Statistics ; calculs des services du FMI.
Note : UE4 = 4 principales économies d'Europe (Allemagne, France, Italie et Espagne).

IMF

règlerait les problèmes puisque c'est un homme d'affaires qui sait donc comment faire rentrer l'argent !

La victoire de Trump prépare une offensive contre la classe ouvrière américaine et contre la démocratie

En ce qui concerne la bourgeoisie, beaucoup de garde-fous la protègent des foudres du capitaliste mégalo-mane (banque centrale, état-major de l'armée, hauts fonctionnaires, services secrets, Parti républicain, grands médias, églises...). Par contre, les promesses de retour à la prospérité faites aux travailleurs vont se heurter à la réalité : les contradictions du capitalisme mondial n'obéissent pas à un président, même de l'État le plus puissant ; la place de la bourgeoisie américaine dans le monde ne sera plus jamais celle d'autrefois.

La victoire de Trump va accentuer l'offensive contre la classe ouvrière américaine, notamment pour sa partie immigrée, avec l'annonce de l'expulsion de millions de clandestins réfugiés, la dérégulation des normes qui freinent ou limitent le capitalisme sauvage, dans l'environnement, le droit du travail, l'éducation, les réseaux sociaux, les cryptomonnaies, etc. C'est le sens de la mission qui serait confiée à Elon Musk de « nettoyer » l'État fédéral de tous ses fonctionnaires « inutiles », allant bien au-delà du « *spoiled system* » habituel après les élections qui se limitait aux têtes des administrations de l'État fédéral. Trump a prétendu tout au long de sa campagne que Harris était une « *pure marxiste* », une « *communiste* ». Même s'il est inculte, Trump sait bien qu'il n'en est rien. Mais ce qu'il vise au travers de ces accusations ridicules, c'est la répression accrue des mouvements sociaux, des protestations pour les Palestiniens, etc. dans une atmosphère à la McCarthy. Évidemment, les mesures économiques protectionnistes

annoncées par Trump ne vont en rien améliorer l'ordinaire de la classe ouvrière, au contraire, elles vont inévitablement renchérir le coût de la vie et précipiter la crise économique.

Loin de résorber les contradictions, la seconde présidence de Trump va accélérer la décomposition interne de l'impérialisme le plus puissant, avec la suppression prévue du ministère fédéral de l'éducation, la remise du droit à l'avortement aux États, la persécution des personnes transgenre, le pouvoir de censure des bigots sur l'enseignement, la menace de suppression des subventions finançant la couverture santé pour les travailleurs qui n'en bénéficient pas dans leurs entreprises (Obamacare), le fardeau grandissant du militarisme, l'aggravation de la dette publique (déjà à plus de 100 % du PIB), etc.

Très vite, la nécessité de l'autodéfense prolétarienne va devenir centrale. Les menaces d'attaques contre les travailleurs migrants -avec ou sans papiers- ne se dérouleront certainement pas de manière pacifique. Les menaces de Trump de recourir à la violence contre « l'ennemi intérieur » s'accompagnent de propos élogieux à l'égard des bandes fascistes qui prêchent un anticommunisme féroce et parfois un racisme décomplexé. Avec des conseillers comme Musk ou Bezos, qui ont montré dans leurs propres entreprises qu'ils voulaient empêcher toute syndicalisation, il faut s'attendre à un recours accru à des polices privées et autres briseurs de grève.

Tôt ou tard, la réaction de la classe ouvrière américaine sera inévitable. Non seulement il faut ouvrir dès maintenant la perspective d'une lutte centrale contre Trump et son gouvernement, mais aussi il faut combattre dans les syndicats et les organisations d'opprimés, les universités et les quartiers populaires pour la création d'un parti ouvrier s'inspirant du Socialist Party of America de 1901 (affilié à l'Internationale ouvrière), de l'United Communist Party de 1920 (section

HAJJAJ, LE MONDE, 23 NOVEMBRE



de l'Internationale communiste), du Socialist Workers Party de 1938 (section de la 4^e Internationale).

Le programme d'un véritable parti ouvrier devrait reprendre toutes les revendications économiques, politiques et démocratiques qui surgissent du mouvement des masses et qui ne peuvent être garanties que par un gouvernement des travailleurs dans le cadre de la fédération socialiste de tout le continent :

- droit syndical dans toutes les entreprises et administrations sans condition,
- augmentation des salaires et échelle mobile des salaires,
- contrôle des travailleurs sur les embauches et les licenciements, sur la production et l'investissement,
- protection des travailleurs et de toute la population contre les pollutions,
- abrogation du système des « grands électeurs » et de la Cour suprême, séparation des églises et de l'État,
- droit à l'avortement sur tout le territoire, enseignement gratuit, santé gratuite, logements sociaux de qualité et bon marché,
- expropriation du grand capital,
- désarmement des corps de répression et armement du peuple...

Une accélération des facteurs de crise économique et d'affrontements inter-impérialistes

La puissance des États-Unis dans le monde et l'expansionnisme qui en découle les obligent à introduire dans les fondations de leur édifice les explosifs de l'univers entier : tous les antagonismes de l'Occident et de l'Orient, les luttes de classes de la vieille Europe, les insurrections des masses colonisées, toutes les guerres et toutes les révolutions. (Trotsky, L'Internationale communiste après Lénine, 1928)

Plus il a été dominant, plus l'impérialisme américain a pris en charge, pour ses propres intérêts, la marche du monde et plus le poids de ce fardeau s'est fait pesant. Les États-Unis ont dominé largement et organisé la période d'après-guerre qui a vu un accroissement des échanges mondiaux, puis la restauration du capitalisme en Russie et en Chine, ce que les économistes bourgeois ont appelé la mondialisation. Mais contradictoirement, c'est aussi la période où, peu à peu, l'hégémonie des États-Unis s'est érodée, depuis le retrait du Vietnam, la guerre en Irak, certes remportée facilement contre Saddam Hussein mais débouchant au bout du compte non pas sur un Proche Orient reconfiguré selon les vœux de l'impérialisme américain mais plutôt sur le chaos, avec le retrait humiliant d'Afgha-

nistan, avec la montée en puissance du jeune impérialisme chinois.

Déjà en 1971, Nixon décidait de mettre fin à la convertibilité du dollar en or, en déclarant que les États-Unis allaient cesser de se battre avec une main attachée dans le dos. C'était le premier accroc majeur, une rupture des règles en vigueur pour les échanges monétaires mondiaux établis pourtant sous leur égide en 1944 à Bretton Woods.

La réélection de Trump ne doit rien au hasard. Elle correspond à une tendance de plus en plus affirmée pour la bourgeoisie dominante de se dégager de toutes les obligations que son histoire antérieure lui avait fait contracter, pour concentrer ses efforts contre son ennemi principal d'aujourd'hui, l'impérialisme chinois. Fini les règles et arbitrages de l'OMC pour faciliter le libre-échange ! Vive les barrières douanières ! Fini les dépenses militaires pour assurer la protection des alliés, ils doivent payer ! Les engagements climatiques ? Poubelle ! Le profil de Trump, capitaliste pragmatique et brutal, incarne parfaitement cette tendance. Trump a annoncé l'établissement de droits de douane entre 10 et 20 % frappant toutes les importations, 60 % pour les produits venant de Chine (et même 100 % pour les voitures électriques) et jusqu'à 500 % pour les produits en provenance du Mexique !

Avant même l'élection étasunienne, les éléments d'une crise économique mondiale se rassemblaient peu à peu, avec le fort ralentissement de l'économie chinoise accentué par une crise immobilière et financière, le ralentissement au Japon et en Inde, la récession en Allemagne. Inévitablement Trump et sa politique vont accélérer et aggraver la crise économique mondiale qui va se nouer, avec des répercussions violentes partout. Trump va laisser carte blanche à Israël pour tenter d'exterminer les Palestiniens, accentuer son offensive contre le Liban et peut-être contre l'Iran, il envisage de sacrifier une partie de l'Ukraine, il veut accroître les divisions entre les impérialismes européens, il va précipiter les tensions avec l'impérialisme chinois...

L'élection de Trump signifie pour le prolétariat mondial une menace supplémentaire qui marque le pourrissement de l'impérialisme. Il est possible de mettre fin à tout ce système pourri, d'ouvrir la voie au socialisme mondial, si, par-delà les frontières, l'avant-garde des travailleurs se regroupe dans une internationale ouvrière révolutionnaire. C'est le combat des communistes internationalistes !

En avant pour la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire ! En avant pour le pouvoir des travailleurs !

11 novembre 2024

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

Cahiers révolution communiste

- n° 36 GMI, *Pour combattre l'oppression des femmes*, 2024
- n° 35 Just, *Le Front populaire 1935-1958*, 1977
- n° 34 Corte, *Les fronts populaires avant 1935*, 1977
- n° 33 Schoenman, *L'histoire cachée du sionisme*, 1988
- n° 32 GMI, *Le mouvement en défense des retraites*, 2023
- n° 31 GMI, *La Chine impérialiste*, 2021
- n° 30 Denis, *Lénine et l'émancipation des femmes*, 1976
- n° 29 Slaughter, *Lénine sur la dialectique*, 1963
- n° 28 GMI, *La révolution hongroise de 1956*, 2016
- n° 27 GMI, *La république des conseils de Hongrie de 1919*, 2019
- n° 26 GMI, *Les marxistes et l'écologie*, 2021
- n° 25 Marx, *La guerre civile en France*, 1871
- n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, 1902-1915
- n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924
- n° 22 CoReP, *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019
- n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, compilation 1936
- n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, compilation 1935
- n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, compilation 1934
- n° 18 CoReP, *Plateforme internationale*, 2017
- n° 17 GMI, *Programme*, 2017
- n° 16 GMI, *La mobilisation contre la loi travail*, 2016
- n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917
- n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939
- n° 13 Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847
- n° 12 Trotsky, *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940
- n° 11 Just, *En défense des retraites*, 1995
- n° 10 Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865
- n° 9 GMI, *Bolchevisme contre lambertisme*, 2016
- n° 8 GMI, *L'Ukraine déchirée par les impérialismes*, 2015
- n° 7 Lénine & Zinoviev, *Le socialisme et la guerre*, 1915
- n° 6 Marx, *La crise*, compilation 1847-1875
- n° 5 Trotsky, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, 1938
- n° 4 GMI, *M&R-VdT et la guerre mondiale*, 2015
- n° 3 GB, *Chili 1970-1973*, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky, *Armer le peuple*, compilation 1911-1934
- n° 1 GMI, *Plateforme pour le communisme*, 2013

3 euros auprès des militants

5 euros par la poste à l'ARTP (voir p. 12)

Argentine : pour le triomphe de la lutte dans l'enseignement public, menons la grève générale !

Dans le cadre de l'austérité budgétaire pour payer la dette extérieure et rémunérer le grand capital, le gouvernement national, avec l'appui des parlementaires et des gouverneurs du péronisme et de l'UCR, bloque les salaires des enseignants, réduit le budget des universités et a empêché la loi de financement de l'université, une façon de s'en prendre de manière camouflée à l'éducation. Une vague d'assemblées a alors permis à un secteur important du mouvement étudiant, des travailleurs enseignants et non enseignants, de s'exprimer et de se rassembler par des actions directes.

Depuis début octobre, une gigantesque vague de protestation s'est développée dans les universités, les lycées et les collèges de tout le pays. Manifestations, cours publics, rassemblements, assemblées ont occupé plus de 100 facultés. Le mouvement étudiant, les travailleurs enseignants et non enseignants se dressent contre les mesures d'austérité.

Par ailleurs, leurs employeurs (les directeurs d'établissements d'enseignement) et la bureaucratie syndicale, qui sont affectés par le conflit, tentent de négocier avec Milei. C'est pourquoi ils craignent que la direction que pourrait prendre la lutte ne devienne incontrôlable. Il est urgent de mener une lutte unifiée, indépendante des autorités et des partis du système tels que le radicalisme, le péronisme et leurs alliés. Aucune négociation avec le gouvernement !

Octobre rouge intervient en soutenant et en présentant des motions, en faisant toujours référence à la lutte de la classe ouvrière et au fait que celle-ci doit dépasser la soi-disant « communauté éducative », un concept qui sert à justifier l'alliance avec les autorités universitaires, qui sont les premières à trahir la lutte et à se compromettre avec Milei dès que possible, afin de désactiver l'organisation de la base.

Nous appelons à soutenir et à approfondir les occupations et à nous organiser avec d'autres secteurs de la classe ouvrière, qui luttent également, pour faire face ensemble à l'austérité. En ce sens, nous soutenons la motion visant à créer des commissions indépendantes d'unité des travailleurs et des étudiants, à apporter la solidarité aux travailleurs de la santé, aux autres branches de l'éducation, aux travailleurs de l'État, aux travailleurs d'usine, aux chômeurs, aux retraités, afin d'organiser ensemble une puissante grève générale.

Les directions des syndicats et des organisations d'étudiants garantissent la paix sociale au gouvernement, en essayant d'éteindre la flamme de la révolte qui s'étend chaque jour davantage. Nous avons la tâche de chasser les bureaucrates, de reprendre nos organisations et de les mettre au service de la lutte.

Les journées de lutte et les grèves sectorielles isolées ne nous apporteront pas la victoire, il est temps d'aller plus loin et d'approfondir l'organisation et la lutte, de développer des mesures énergiques.

Aucune négociation avec le gouvernement ! Pour la grève générale maintenant, jusqu'au retrait du plan d'austérité !

Élection par chaque assemblée d'un comité élu et révocable, coordination des comités dans chaque province et centralisation au niveau national !

Pour l'autodéfense contre les flics et les fascistes, ils ne nous arrêteront pas avec la répression !

Pour l'unité de tous les niveaux d'enseignement et de toute la classe ouvrière, en défense des occupations !

Assez d'emplois précaires pour les enseignants, les autres travailleurs de l'enseignement et les étudiants, assez

de travail gratuit, création de postes à durée indéterminée !

Protection sociale et syndicalisation des stages étudiants !

Augmentation des salaires maintenant, ajustement du salaire de base au coût de la vie et indexation sur l'inflation réelle, pas celle définie par le gouvernement !

Assez d'accords avec les entreprises et les institutions religieuses et privées, négociés et conclus dans le dos des travailleurs et des étudiants !

Expropriation des universités privées et religieuses ! Séparation de l'Église et de l'État !

Que la crise soit payée par la vraie caste, les capitalistes ! Non au paiement de la dette extérieure !

Université des travailleurs, faisons l'unité des travailleurs et des étudiants jusqu'à ce que nous gagnions !

À bas Milei ! Gouvernement ouvrier et paysan ! Fédération socialiste d'Amérique latine !

22 octobre 2024

Octubre Rojo (Octobre rouge)



OCTUBRE ROJO

Etat espagnol : la politique criminelle du gouvernement valencien a coûté plus de 230 décès qui auraient pu être évités

À partir du samedi 26 octobre, les bulletins météorologiques de *À Pint* [chaîne de télévision publique de la région valencienne] annonçaient déjà la gravité exceptionnelle de la dépression isolée à haute altitude [goutte froide].

La situation météorologique a fait l'objet d'une communication systématique. La première alerte rouge de l'Agence météorologique nationale (AEMET) pour la région de Valence a été émise mardi 29 octobre à 7 h 31. À 11 h 45, le Centre de coordination des urgences a émis une alerte hydrologique pour la rivière Magro, un quart d'heure après que Carlos Mazón [président PP de la « généralité », le gouvernement régional de la Valence] a rassuré la population en lui disant que tout se calmerait à 18 h.

Peu après 19 h, Païporta était dévastée par les eaux et déjà plus de 60 de ses habitants étaient morts ou allaient mourir. Mais l'honorable président du Partido Popular [Parti populaire, parti bourgeois issu du franquisme qui est la tête de la région de la Valence avec comme partenaire Vox, une scission fascisante du PP]. Mazón a attendu 20 h 11 pour lancer l'alerte « préventive » de la protection civile. À 21 h 30, il a eu le courage d'apparaître en public... et de ne rien dire. À ce moment-là, le 112 s'était effondré depuis longtemps face à l'afflux d'appels à l'aide de milliers de personnes coincées dans leurs voitures, leurs camions et dans les autobus sur les routes et les autoroutes ou réfugiées sur le toit pour éviter de se noyer. Des milliers de travailleurs des zones industrielles étaient alors isolés et n'ont eu d'autre choix que de passer la nuit dans des usines, parfois à moitié disloquées ; de nombreuses personnes âgées se sont noyées au rez-de-chaussée de leur maison ; un certain nombre de personnes encore à déterminer ont sombré dans leur voiture, dans la rue ou dans leur garage.

Il ne s'agit pas d'une « négligence criminelle » de la part du gouvernement de la généralité, comme l'appellent déjà de nombreux médias. Il s'agit d'une nouvelle manifestation d'une politique criminelle visant à garantir les profits des patrons, quel qu'en soit le coût, même au risque de dizaines de vies humaines. Il y avait largement le temps d'avertir la population du danger, d'éviter les déplacements, d'organiser l'évacuation des usines, des lieux de travail et d'études. Mais le gouvernement a attendu la fin de la journée de travail, alors qu'un épisode pluvieux historique s'était déjà transformé en une tragédie humaine totalement évitable.

Mazón dit maintenant qu'ils ont eu des « problèmes de coordination », mais dès la formation du gouvernement

PP-Vox, il a fièrement annoncé la suppression de l'Unité d'urgence de la généralité. Il l'a fait en même temps qu'il développait jusqu'au délire la politique de financement de toutes sortes d'activités considérées comme « espagnoles et raciales », telles que la tauromachie, la chasse pour le plaisir, les activités religieuses catholiques, les groupes antiavortement, les journaux ultra-réactionnaires et négationnistes, etc. mais aussi en attaquant à outrance l'usage, l'enseignement et l'intégrité scientifique du catalan parlé par les Valenciens [les partis bourgeois espagnolistes, comme le PP et Vox nient que la langue du peuple de la province de Valence est une langue catalane, à l'encontre de toutes les études historiques et linguistiques]. Mais aussi en étouffant la santé et l'éducation publiques et en multipliant les subventions à l'enseignement privé sous contrat.

Non, la responsabilité du gouvernement de la région valencienne dans cette tragédie humaine et matérielle n'est pas une simple « négligence criminelle », et elle ne sera pas non plus résolue avec la démission de Mazón. C'est tout le gouvernement qui est responsable, c'est tout le PP qui le soutient qui est responsable. Les travailleurs, victimes de sa politique criminelle sur tous les fronts, ne devraient avoir à supporter cela un jour de plus. Nos vies sont en jeu.

Commençons à prendre notre avenir en main : pour la constitution immédiate d'un front des organisations de travailleurs (partis, syndicats, associations de toutes sortes) afin d'organiser la solidarité et la mobilisation générale de notre classe pour en finir avec ce gouvernement et à toutes ses politiques destructrices au service des patrons et du capital.

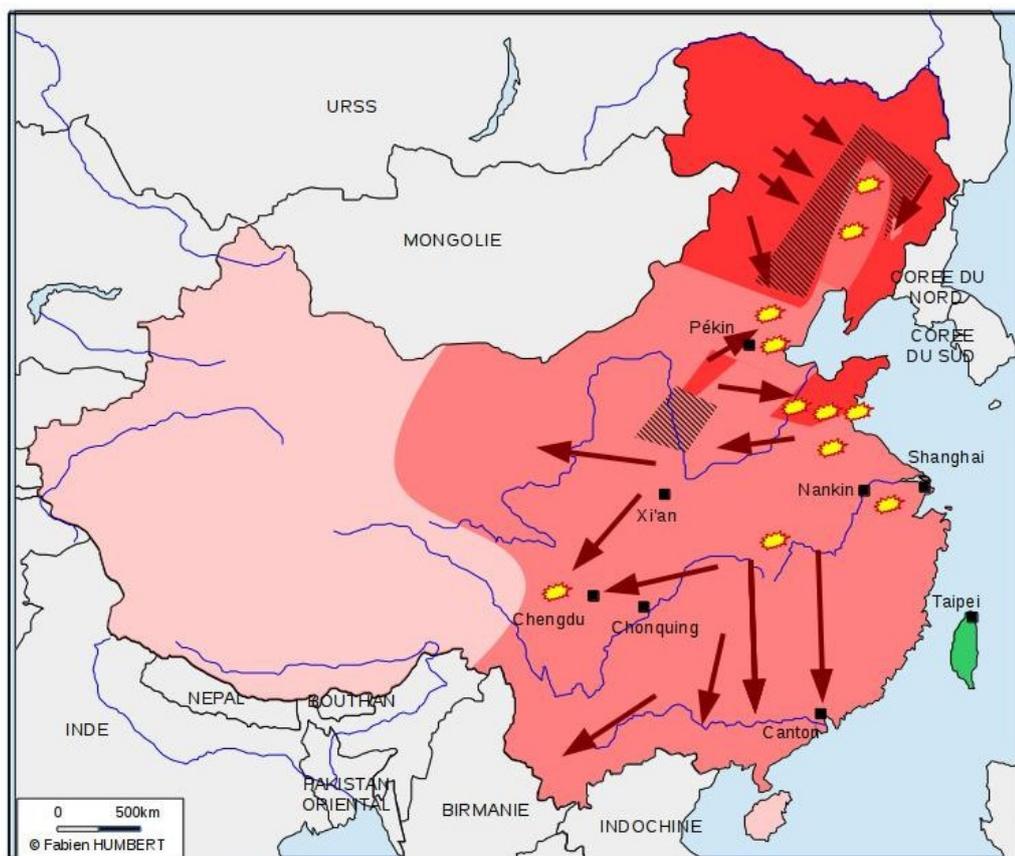
31 octobre 2024

Internaciema Kolektivista Cirklo



Histoire du Parti communiste chinois 11

la prise du pouvoir



De 1947 à 1949, la Chine subit une intense guerre civile. En dépit du soutien militaire des États-Unis, l'armée du Guomindang (GMD) du dictateur Jiang Jieshi (Chiang Kai-shek) s'effondre devant celle du Parti communiste chinois (PCC) grâce au soutien des paysans et à l'aide de l'URSS [voir *Révolution communiste* n° 61].

La bureaucratie de l'URSS, incarnée par Staline, veut limiter la menace impérialiste américaine, tout en redoutant une révolution prolétarienne en Chine qui inciterait les travailleurs de l'État ouvrier dégénéré à renverser la caste usurpatrice et privilégiée, à reprendre le pouvoir.

1949 : le PCC unifie le pays mais repousse l'expropriation du capital

Mao Zedong (Mao Tsé-toung) répète à chaque occasion qu'il veut une « coalition des quatre classes » : ouvriers, paysans, petite-bourgeoisie urbaine et bourgeoisie nationale. Cette dernière serait seulement expurgée des « traîtres » (le GMD). Soutenue au nord par l'Armée de l'URSS qui occupe la Mandchourie, l'ancienne Armée rouge, renommée Armée populaire de libération (APL), déferle sur les grandes villes. Elle profite de redditions de l'état major de l'armée nationaliste de Jiang.

L'administration s'est effondrée en quelques mois. Dans le vide qu'elle a laissé, les communistes dont les armées tombent comme un rideau depuis la Mandchourie et la Chine du Nord jusqu'à la vallée du Yangtsé et jus-

*qu'à Canton, ne peuvent, faute de temps et de moyens, installer partout du personnel expérimenté. (Jacques Guillermaz, *Le Parti communiste chinois au pouvoir*, Payot, 1979, p. 16)*

Comme en Yougoslavie et en Europe centrale en 1944-1945, le parti stalinien tente de concilier sa suprématie et le maintien du capitalisme .

La Chine doit mettre à profit le capitalisme des villes et de la campagne et en faisant jouer tous les facteurs qui soient profitables, et non nuisibles, à l'économie nationale et à la vie du peuple ; nous devons nous unir avec la bourgeoisie nationale en vue d'une lutte commune. Notre politique actuelle consiste à limiter le capitalisme et non à le suppri-

mer. Mais la bourgeoisie nationale ne peut jouer le rôle dirigeant dans la révolution ni ne doit occuper une place prépondérante dans le pouvoir d'État. (Mao Zedong, « De la dictature démocratique populaire », 30 juin 1949, *Oeuvres choisies*, t. 4, ELE, p. 430)

Mao Zedong défend alors une « République populaire qui reposerait sur un bloc maintenu avec la bourgeoisie.

La démocratie bourgeoise a fait place à la démocratie populaire dirigée par la classe ouvrière, et la république bourgeoise à la république populaire. D'où cette possibilité : passer par la république populaire pour accéder au socialisme et au communisme. (p. 430)

Sans parti ouvrier et accablée par l'hyperinflation, la population est encadrée militairement. Les patrons sont protégés.

La production industrielle et le commerce furent à peine interrompus au moment de l'occupation des villes. Les grèves furent inexistantes ou très brèves. L'on s'efforça de rassurer et de ménager les chefs d'entreprise, de sauvegarder leur autorité. (Jacques Guillerma, *Le Parti communiste chinois au pouvoir*, Payot, 1979, p. 49)

1949 : le PCC proclame la République populaire de Chine

Alors que le sud est encore sous le contrôle de Jiang, Mao Zedong choisit Pékin, au nord, pour capitale. Est-ce en prévision d'un partage du pays qu'il a déjà envisagé ? En tout cas, l'affaire se fait avec l'accord de Moscou.

Comme toujours, Staline suivit de près l'évolution de la situation en Chine. Il avait ses propres informateurs secrets, même au sein du Politburo du PCC, et il était capable d'exercer une influence, plus ou moins efficace, sur la direction communiste chinoise. Pour leur part, Mao Zedong et les autres dirigeants du PCC l'informaient constamment de leurs plans et de leurs intentions, et consultaient régulièrement Moscou, même sur des questions insignifiantes. En février 1949, par exemple, ils demandèrent l'avis du camarade Filippov sur la question de savoir s'ils devaient transférer la capitale de la Chine de Nanjing à Pékin. (Alexander Pantsov et Steven Levine, *Mao, the Real Story*, Simon and Schuster, 2007, p. 356)

Le PCC, dont la direction loge désormais dans les bâtiments de la famille impériale, dispose de la seule armée du pays.

À Pékin, tout tranquillement, Mao Tsé-toung ouvre, le 21 septembre, la Conférence consultative politique de la Chine populaire. Sur les bancs, plus de 600 délégués l'applaudissent, et parmi eux beaucoup de non-communistes, hostiles au Guomindang. On y remarque notamment le général Fu Zuoyi et la soeur de Mme Chiang Kai-shek, Soong Qingling. Le discours de Mao est tellement nationaliste, que par certains côtés, l'auditeur se croirait ramené des années en arrière, au moment où le jeune Chiang Kai-shek dominait la scène. (Ernst Krieg, *Mao Tsé Toung, l'empereur rouge de Pékin*, De Saint-Clair, 1966, p. 177)

Un programme commun donne la priorité au « redressement de l'économie ».

Par son discours du 1^{er} octobre 1949 sur la place Tiananmen, Mao Zedong fonde la République populaire de Chine, qui adopte comme monnaie le renminbi, émis depuis 1948 au nord, comme emblème un drapeau rouge à cinq étoiles (représentant le PCC et les 4 classes) et comme hymne *La Marche des volontaires*. Ce chant, écrit en 1935 pour *Les Enfants de Chine*, un film de propagande du PCC, n'évoque jamais la classe ouvrière ; par contre, il célèbre le parti et Mao. Le chef suprême est acclamé durant un défilé militaire mêlant cavalerie et blindés américains peints d'une étoile rouge. Le nationalisme vertèbre le nouveau pouvoir.

Les victoires du PCC n'auraient pu être remportées sans le soutien armé de la paysannerie, produit d'un compromis entre ces armées et la bourgeoisie. Mais par l'attitude conservatrice du PC envers la classe ouvrière et la paysannerie pauvre et par peur des actions de masse, nous pouvons voir que le PC est en marche vers la dictature militaire. Presque



PÉKIN, 1^{ER} OCTOBRE 1949, PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE



toutes les villes sont placées sous un contrôle militaire direct. Dans la mesure où la bureaucratie se débarrasse des organismes de masse, elle ne peut plus s'appuyer directement que sur les armées, la police et les agents secrets. Bien sûr, ce processus est seulement en cours et loin d'être accompli. (Hsien-Yue, « Développements et perspectives du stalinisme chinois », *Quatrième Internationale*, octobre-novembre 1949, p. 31)

1950 : Mao négocie avec Staline à Moscou

Immédiatement, l'URSS soutient le nouveau régime, qui tout en restant capitaliste, ne dispose d'aucun autre allié.

Pour apporter de l'aide, un afflux massif de conseillers soviétiques est envoyé en Chine pour travailler dans tous les secteurs. (Tony Saich, From Rebel to Ruler: 100 Years of the CCP, 2021, Harvard University Press, p. 219)

Fin 1949, la guerre civile s'achève : le 8 décembre, Jiang Jieshi se réfugie à Taiwan (Formose).

Après avoir pris le pouvoir à Pékin, Mao Zedong entreprend son premier voyage à l'étranger pour passer deux mois à Moscou, du 16 décembre 1949 au 17 février 1950. Son objectif principal était de signer le Traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle. (Tony Saich, From Rebel to Ruler: 100 Years of the CCP, 2021, Harvard University, p. 239)

Le séjour ne se déroule pas bien pour Mao. Staline insiste pour que le traité de Yalta entre l'URSS, les États-Unis et la Grande-Bretagne soit respecté. Toujours resté en Chine jusque-là, ne parlant pas russe ni aucune autre langue étrangère, le nouveau maître de la Chine est cantonné dans une datcha luxueuse.

Finalement, le 14 février 1950, Zhou Enlai et Vychinski signent le « traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle » notamment en cas de guerre avec le Japon. L'URSS accorde un prêt de 300 millions de dollars à la RPC.

*L'Angleterre et l'Inde avaient, au début de janvier 1950, reconnu la Chine populaire. Staline ne pouvait donc faire moins... À l'initiative de Staline, souligne Mao, la Mandchourie et le Xinjiang devenaient zones d'influence soviétique, et Port-Arthur une base militaire soviétique. Le traité créait quatre sociétés mixtes qui allaient mettre en oeuvre le pillage des richesses de la Chine au profit de Moscou. (Jean-Jacques Marie, *Staline*, Fayard, 2001, p. 532)*

Néanmoins, la signature du pacte a grandi la stature de Mao, puisqu'il a obtenu des conditions meilleures que Jiang Jieshi en 1945 (retrait russe des ports, de certains chemins de fer, etc.). Pendant son absence de plusieurs mois, Liu Shaoqi place ses hommes dans le PCC et l'administration.

1950 : la répression frappe la section chinoise de la 4^e Internationale

Un des cadeaux de Staline est d'informer Mao sur les espions des services secrets américains en Chine.

*D'accord pour l'échange de renseignement, mais pas question que le KGB chapeaute son homologue chinois... Certes, les Soviétiques sont plutôt rassérénés par le fait que Kang Sheng a cédé sa place à la tête du Département des affaires sociales (DAS) à Li Kenong qui s'occupe à la fois du renseignement extérieur, du contrôle des cadres et des archives secrètes du Parti communiste triomphant. (Roger Faligot, *Les Services secrets chinois*, Nouveau Monde, 2010, p. 110-111)*

Effrayé par toute action du prolétariat et hostile à la création de soviets urbains, le DAS ne réprime pas que le GMD. Le Parti communiste révolutionnaire (PCR, 350 militants), section de la 4^e Internationale, voit ses cellules démantelées et ses militants arrêtés.

Le PCC proclame publiquement qu'il est pour les intérêts publics et privés, pour les ouvriers et les patrons. La ville et le village doivent s'entraider. C'est ce qui est appelé « la nouvelle politique économique démocratique ». On fait essentiellement des projets d'industrialisation nationale, d'aide au capital privé, de réforme agraire, d'accroissement du rythme de l'industrialisation chinoise. Cette industrialisation n'a pas eu de grand succès dans les deux dernières années en raison des faiblesses techniques, du manque de machines, etc. Elle n'a pas dépassé celle du Guomindang et du capital monopoliste. La Mandchourie, où le Guomindang n'a jamais été dominant, est la seule exception bien que, même là, le développement est très lent en raison des épurations, des suspicions à l'égard du capital privé et de l'étroitesse du marché. Dans les villages, les trois quarts de la terre n'ont pas

encore été affectés par la réforme agraire et restent propriété privée. La tentative du PCC de développer l'économie d'une façon capitaliste est impossible. C'est pourquoi il a du récemment adopter des mesures collectivistes et se déplacer à gauche. Par exemple, il y a le monopole d'État du commerce extérieur, les finances ont été nationalisées. Dans les territoires nouvellement libérés, il a dû hâter la réforme agraire. (« Lettre du PCR », 19 mars 1950, Cahier du Cermtri n°94, 1999, p. 25-26)

Le PCR est contraint à la clandestinité. Il avait déjà envoyé en 1948 par précaution une partie de sa direction à Hong Kong (territoire qui appartient alors à la Grande-Bretagne). Il avance un programme de transition qui comprend la collectivisation des terres, l'indépendance des syndicats, la limitation à 8 heures de la journée de travail (elle dure alors entre 10 à 12 heures) et l'échelle mobile des salaires, le contrôle ouvrier sur les manufactures ou les mines. Le PCR pose aussi la question d'un pouvoir ouvrier et paysan.

Confiscation de toutes les terres des propriétaires fonciers, répartition entre les paysans pauvres et sans terre, par des comités de paysans. En même temps, proclamation de la nationalisation des terres - pas d'achat ou de vente privée de la terre... Toutes les industries, nationalisées ou privées, doivent être contrôlées et gérées par des comités ouvriers. Confiscation de toutes les propriétés de l'impérialisme en Chine. Organisation d'une armée ouvrière et paysanne à la place de l'Armée rouge et de la police actuelle. Autodétermination de chaque province, y compris une administration complètement indépendante. Elections générales immédiates et convocation d'un congrès du peuple (au lieu des représentants actuels de partis). Reprise de la discussion pour résoudre les problèmes nationaux. Organisation immédiate de soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats. Préparation d'un gouvernement ouvrier et paysan à la place de l'actuel gouvernement du peuple. (« Résolution du CC du PCR », 17 janvier 1950, Cahier du Cermtri n°94, 1999, p. 30)

Si la section chinoise combat courageusement pour transformer la victoire des armées paysannes en révolution sociale, la direction de la 4^e Internationale, quant à elle, déjà fascinée par la Yougoslavie de Tito, va abandonner son programme pour louer Mao.

1950 : le PCC esquisse une réforme agraire limitée

En mars 1950, devant l'instabilité des campagnes et la colère contre les grands propriétaires, le PCC lance

une réforme agraire limitée à l'expropriation des grands propriétaires.

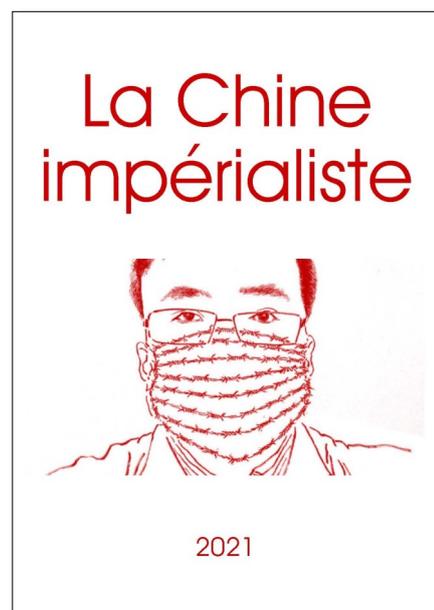
Nous avons formé sur les plans politique, économique et organisationnel un front uni avec la bourgeoisie nationale ; or, celle-ci étant intimement liée à la question foncière, pour la rassurer, il conviendrait de ne pas toucher pour le moment aux paysans riches de type semi-féodal... Le moment est venu aujourd'hui de prendre une décision. (Mao Zedong, « Demande d'avis sur la tactique à adopter vis-à-vis des paysans riches », 12 mars 1950, Oeuvres choisies, t. 5, ELE, p. 22)

Le PCC fait adopter la loi du 28 juin 1950.

Dans son rapport sur la loi, Liu Shaoqi a déclaré que le chaos doit être évité et que, sous la direction du PCC, la loi doit être appliquée de manière prévue et ordonnée. Pour aider les responsables locaux à se frayer un chemin à travers les complexités rurales, une catégorisation en cinq volets basés sur les relations de propriété a été proposée : les propriétaires terriens, les paysans riches, moyens et pauvres, et les ouvriers agricoles. La redistribution aux ouvriers et aux paysans pauvres devait se faire sans s'aliéner les paysans riches et moyens... Les terres des paysans riches et moyens, y compris les paysans moyens prospères, devaient être protégées. (Tony Saich, From Rebel to Ruler: 100 Years of the CCP, 2021, Harvard University Press, p. 229)

Pourtant, l'agressivité des États-Unis contre la RPC, sous la forme de la guerre de Corée (1950) et de la rébellion tibétaine (1951), va vite mettre fin à politique conciliatrice intenante du PCC.

(à suivre)



ABC du marxisme : chômage

L'Organisation internationale du travail définit une chômeuse ou un chômeur comme quelqu'un qui n'a pas d'emploi, qui est disponible et qui cherche activement (BIT, 1982). Dans toute société capitaliste, une partie de la classe ouvrière est occupée et une autre non. Avec le capitalisme, la force de travail devient une marchandise. L'être humain qui la détient doit la vendre pour vivre sur ce que l'économie bourgeoise appelle « le marché du travail ».

Si on est contraint de vendre sa capacité de travail à ceux qui, dans la société capitaliste, détiennent les moyens de produire (le capital productif), on court le risque de ne pas trouver preneur. On se retrouve, pour une durée aussi inconnue qu'angoissante, dans le chômage. C'est pourquoi le premier parti ouvrier de masse (le chartisme britannique né en 1838) appelait cette partie de la classe ouvrière « l'armée industrielle de réserve ». Cette réserve de main-d'oeuvre est aujourd'hui majoritairement constituée des jeunes des pays dominés et des femmes du monde entier. Un signe irréfutable de la restauration du capitalisme en Russie et en Chine au début des années 1990 fut le rétablissement d'un « marché du travail », de l'exploitation par des patrons en concurrence d'un côté, de la réapparition du chômage de l'autre.

Les statistiques du chômage et de l'emploi sont souvent biaisées, pour des raisons idéologiques. Ainsi, la définition de l'OIT (qui est un organisme international de collaboration de classe qui a compté plusieurs dirigeants de la CFDT, de la CGT et de FO, grassement payés) exclut les chômeurs découragés. En France, l'INSEE mesure chaque trimestre sur cette base : 2,5 millions en août 2024. L'autre source officielle est la DARES qui a le mérite de construire plusieurs indicateurs du chômage qui vont de 2,8 millions (catégorie A selon France travail) en octobre 2024 à 5,8 millions pour la définition la plus large (A+B+C+D+E de France travail).

La définition des chômeurs est encore plus restreinte quand il s'agit de les indemniser. Actuellement, en France, 50,5 % des chômeurs A+B+C ne bénéficient pas du régime de l'assurance-chômage.

Le taux de chômage serait plus élevé s'il était rapporté uniquement à la classe ouvrière. Mais il est construit en rapportant le nombre de chômeurs à la « population active » qui comprend, outre la classe ouvrière, les classes intermédiaires (de l'encadrement et des indépendants) et même une partie de la bourgeoisie (les hauts fonctionnaires, les managers comme ceux d'Auchan et Michelin).

La taille de la population active dépend surtout de la démographie mais la part des chômeurs en son sein résulte de deux mouvements antagoniques du capitalisme.

La vocation de chaque capital est de grandir. Quand il s'accumule, il augmente à la fois les équipements et la main d'oeuvre (ouvriers, employés, techniciens, cadres...).

Néanmoins, le capital ne se reproduit pas en conservant la même proportion de travailleurs par rapport aux équipements (machines, locaux, moyens de transport...). La concurrence pousse les capitaux individuels (les entreprises) à augmenter la productivité du travail. Le résultat est une tendance à l'augmentation de la composition organique du capital et une baisse de la valeur de l'unité de marchandise produite. Pour produire la même quantité de biens ou de services, il faut moins de travailleurs. Dans les conditions capitalistes de production, la hausse de la productivité tend à créer du chômage.



Le capitalisme est inévitablement cyclique. En phase de croissance, quand le taux de profit pousse à s'étendre, la « création d'emplois » l'emporte sur la « destruction d'emplois ». Mais en temps de crise (quand le taux de profit s'effondre) et de dépression (tant que la rentabilité reste faible), c'est l'inverse.

Les managers des groupes capitalistes ne licencient pas pour augmenter les dividendes de l'année des actionnaires mais parce qu'ils veulent garantir durablement le profit total de l'entreprise (qui est réparti ensuite entre investissement, intérêts versés aux prêteurs, dividendes, leur propre rémunération mirobolante). Les décisions de multiples entreprises de ne pas embaucher ou de licencier ont pour résultat, involontaire, la montée du chômage global.

Quand le chômage est élevé, les patrons s'en servent pour faire pression sur les salariés qu'ils conservent ou les rares qu'ils embauchent. Le revers est que, économiquement, cela pèse sur la capacité d'écouler les marchandises et que, politiquement, la légitimité du capitalisme est minée.

Alors, il devient intéressant pour des partis bourgeois de renvoyer les femmes au foyer, de désigner comme des « assistés » (fainéants et parasites) les chômeurs aidés d'une manière ou d'une autre (assurance chômage ou revenu de solidarité active en France), d'accuser les ouvriers et les employés étrangers (qui n'ont pourtant licencié personne) d'être responsables du chômage.

Les États bourgeois, même ceux qui restent formellement démocratiques, tendent à se prendre à la gorge, économiquement d'abord par des mesures protectionnistes (qui ne font qu'aggraver le marasme mondial), puis militairement pour tenter de faire retomber les difficultés économiques et politiques sur d'autres (ce qui fait baisser le chômage national mais aussi tue une partie de la population des pays belligérants),

Pour se débarrasser du chômage, il faut en finir avec le capitalisme.